

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

De la Détermination
des Valeurs susceptibles
d'être achetées en Remploi
des Deniers des Mineurs
en Tutelle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Jeudi 22 Juin 1933, à 14 heures

PAR

ROGER LAVIROTTE

Lauréat de la Faculté de Droit de Dijon

JURY

Président: M. Marc DESSERTAUX, *Professeur.*

Suffragants: { M. LOUIS-LUCAS, *Professeur.*
 { M. BAUDIN, *Professeur.*

DIJON

—
1933

DE LA DÉTERMINATION DES VALEURS
SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ACHETÉES
EN REMPLOI DES DENIERS DES MINEURS
EN TUTELLE

De la Détermination
des Valeurs susceptibles
d'être achetées en Remploi
des Deniers des Mineurs
en Tutelle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Jeudi 22 Juin 1933, à 14 heures

PAR

ROGER LAVIROTTE

Lauréat de la Faculté de Droit de Dijon

JURY

Président: M. Marc DESSERTAUX, *Professeur.*

Suffragants: { M. LOUIS-LUCAS, *Professeur.*
 { M. BAUDIN, *Professeur.*

DIJON

—
1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les Thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A mon Père,

A ma Mère,

INTRODUCTION

Bien que la Tutelle soit une des parties de notre Code civil qui paraisse la mieux étudiée, il n'en est pas moins vrai qu'elle passe pour l'une des plus faibles, et l'on peut dire que le but poursuivi par le législateur — constituer une protection efficace aux enfants mineurs privés de leurs protecteurs naturels ou de l'un d'eux — est encore aujourd'hui bien loin d'être réalisé.

Nombreuses en effet, sont les critiques que l'on ne cesse de formuler à l'égard de cette institution, critiques les unes d'ordre général, les autres spéciales à tel ou tel point. Dans cette introduction, nous en rappellerons brièvement les principales.

Beaucoup de tutelles tout d'abord ne sont pas organisées. C'est un fait incontestable, que les résultats d'une enquête ouverte en 1872 par les procureurs généraux à la demande du Garde des Sceaux, ont mis en lumière d'une façon tout à fait significative (1). Dans les Cours d'Appel de

(1) V. les résultats de l'enquête dans l'exposé de M. Jules Favre, rapporteur au Sénat. *J. Off.* 1879. Doc. Parl. Sénat. Annexe n° 133, p. 3094 et suiv.

Rouen et d'Amiens la moitié des mineurs n'avaient pas de tutelle organisée. Dans celle de Montpellier, on comptait 73 % de tutelles irrégulières. Les Cours de Nîmes, de Pau et de Toulouse détenaient les records de l'irrégularité ; on considérait en effet dans ces pays la constitution d'un conseil de famille comme injurieuse pour les parents.

Les temps n'ont pas changé. De nos jours nous pouvons faire la même constatation. Témoin ces lignes de M. le Juge de Paix de Tarbes-Nord : « Dans notre région les conseils de famille sont plutôt envisagés comme une mesure vexatoire ; on y recourt le moins possible et seulement par nécessité. Malgré le rappel de leurs obligations — il s'agit de l'arrêté du 22 prairial an V qui prescrit aux maires d'aviser le Juge de Paix de l'ouverture d'une tutelle — MM. les Maires ne nous signalent pas les décès ». Témoin aussi la réponse suivante qui est celle de beaucoup de ces Magistrats : « Depuis vingt ans que je suis en fonctions je n'ai guère présidé que sept ou huit conseils de famille ». C'est là déjà l'un des principaux reproches adressés à la tutelle.

Le conseil de famille à qui le législateur a confié un rôle très important dans la surveillance de la tutelle est d'autre part par sa nature même incapable de le remplir efficacement. Il n'est pas

en effet un corps permanent, une assemblée toujours identique à elle-même. Les membres qui assistent à la première réunion peuvent à la prochaine, être remplacés par d'autres, soit parce que l'un d'eux a changé de domicile, soit en raison du choix différent fait par le Juge de Paix parmi ceux qui sont susceptibles de remplir ces fonctions. Il en résulte qu'ils ne peuvent avoir une connaissance suffisamment approfondie des affaires du pupille et par suite faire profiter la tutelle d'une direction unique et suivie.

Notons également, le peu d'empressement que les membres du conseil de famille apportent le plus souvent à remplir la mission qui leur est confiée. Beaucoup, pour éviter tout déplacement, se font représenter à la réunion par des mandataires choisis parmi les clercs d'avoués, qui comme on le pense, se désintéressent des résultats de la délibération. Si les membres de la famille assistent cependant à la réunion, ils ignorent le plus souvent leurs droits et leurs obligations. Leur rôle se réduit donc à une attitude passive.

Le conseil de famille présente aussi cet autre inconvénient d'être pour la fortune du mineur une charge considérable. S'il est permis de déplorer les frais qu'entraîne sa convocation, alors même que celle-ci est rendue nécessaire pour

l'accomplissement d'une opération fructueuse, combien doit-on les regretter lorsqu'elle ne se solde par aucun bénéfice. Enfin, réunir cette assemblée demande un certain temps ; de là, des résultats fâcheux lorsqu'il aurait fallu agir au contraire avec célérité. En temps de crise par exemple, quand les valeurs appartenant au pupille sont menacées d'une baisse appréciable, le moindre des retards peut entraîner de lourdes pertes ; de même si une hausse durable se présente, il peut être urgent d'acheter pour réaliser un gain. Or, avec le système actuel, cela est impossible.

Plus spécialement, pour ce qui concerne les valeurs mobilières, le législateur de 1880, par mesure de précaution, a prescrit que les titres au porteur appartenant au pupille devaient en principe être convertis en titres nominatifs. Cette précaution, inutile d'ailleurs lorsque le tuteur présente des garanties suffisantes, entraîne des frais importants. Il est vrai que le conseil de famille peut dispenser le tuteur de la formalité du transfert en ordonnant le dépôt des valeurs au porteur ; mais c'est là l'exception.

A toutes ces critiques, et ce ne sont que les principales, nous nous proposons d'en ajouter une autre, que les ouvrages récents, croyons-nous, ne soulignent pas ; nous disons ouvrages

récents et pour cause, puisque l'intérêt de quelques-unes des questions que nous allons examiner ne date guère que d'une quinzaine d'années. Critique d'importance, car elle intéresse au premier chef cependant la fortune des mineurs en tutelle.

L'article 455 du Code civil et la loi du 27 février 1880 ordonnent au tuteur de faire emploi des revenus et capitaux de son pupille et cela sous certaines sanctions. Le législateur lui recommande en outre d'agir dans l'administration des intérêts dont il a la charge, comme le ferait un bon père de famille. En réalité, les résultats auxquels l'on arrive dans la pratique sont-ils satisfaisants ? Nous n'hésitons pas à répondre non. Il fut un temps, c'était avant la guerre, où la politique suivie en matière de placements des deniers pupillaires était à juste titre considérée comme judicieuse. On pouvait alors trouver des placements offrant toute sécurité. Il existait des valeurs dites de père de famille et par ces mots, l'on entendait exprimer la confiance que l'on mettait dans ces titres. La tâche du tuteur, lorsqu'il s'agissait d'employer les fonds qui appartenaient au mineur, était aisée, les résultats satisfaisants.

En est-il de même aujourd'hui ? C'est précisément l'objet de cette étude.

La première partie en sera consacrée à l'exposé

de l'état du Droit positif français, relativement à l'emploi des deniers des mineurs en tutelle,

Nous rappellerons brièvement les principales obligations du tuteur sur ce point.

Nous nous efforcerons dans la seconde partie de rechercher comment sont employés les deniers pupillaires. Le législateur en cette matière, a-t-il imposé l'observation de certains principes ou au contraire se trouve-t-on en présence d'un régime de pleine et entière liberté ? Nous nous demanderons également, ce qu'il y a lieu de penser de la pratique habituellement suivie à propos de ces placements, et c'est alors qu'il nous sera possible d'insister sur quelques imperfections présentées par cette pratique.

Enfin, et ce sera là l'objet d'une troisième et dernière partie, nous exposerons les règles que nous voudrions voir suivre ordinairement lorsqu'il s'agit de faire emploi des fonds appartenant aux mineurs en tutelle. Dans un court appendice, il nous a paru intéressant de rechercher comment se présente en droit comparé la question que nous nous proposons de traiter dans les lignes qui vont suivre.

Nous nous sommes surtout attaché, dans ce travail, à l'examen des questions que soulève l'emploi des deniers d'un mineur en tutelle, question qui est par elle-même importante, et

déjà très vaste. Toutefois nous indiquerons au début de cette étude, et pour n'y plus revenir, que nos développements s'appliquent en général aux emplois de deniers appartenant à un interdit (art. 509 du C. civ. ; loi du 27 février 1880, intitulé, art. 6 et 8) ; et nous pensons que les deniers de l'aliéné pourvu d'un administrateur provisoire seront soumis aux mêmes règles en ce qui concerne le choix des valeurs à acheter (Loi du 27 février 1880, art. 8 *in fine*) avec cette différence que les autorisations seront données ici, non par un conseil de famille, mais par le Tribunal.

Au contraire, nos développements ne s'appliquent pas au père administrateur légal, ni même au mineur émancipé, qui jouissent d'une liberté beaucoup plus grande. A plus forte raison, nous laissons en dehors de nos développements les emplois de deniers des personnes morales de droit public, au sujet desquelles il existe quelques textes spéciaux (voir par exemple pour les Caisses d'épargne : L. 20 juillet 1895, art. 10, paragraphes 1 et 2).

Nous nous permettons d'adresser nos remerciements respectueux à MM. les Juges de Paix des cantons ci-dessous indiqués, qui par les renseignements qu'ils nous ont donnés ont facilité notre tâche.

Aix-en-Provence, Aubusson, Auxerre, Avesnes, Aurillac, Beaune, Bourges, Châlons-sur-Marne, Châtillon-sur-Seine, Châtellerault, Chinon, Digne, Dijon est, Lisieux, Loches, Limoges est, Mâcon, Meaux, Montélimar, Moulins est, Nancy est, Nevers, Orléans est, Pau est, Quimper, Romorantin, Rennes nord et est, Saint-Dié, Saint-Malo, Tarbes nord, Thiers, Toul nord, Valence, Vannes, Verdun, Versailles nord, Vienne

CHAPITRE PREMIER

Règles légales d'emploi et de remploi des deniers des Mineurs en Tutelle en Droit Positif Français

SECTION I

De l'obligation pour le tuteur de placer les capitaux et revenus de son pupille

L'article 450 du Code civil impose au tuteur l'obligation d'administrer les biens de son pupille en bon père de famille. En d'autres termes, on lui demande d'apporter dans la gestion des intérêts qui lui sont confiés la même activité, la même prudence que s'il s'agissait de ses propres intérêts. Le tuteur doit donc non seulement s'attacher à conserver intact le patrimoine du mineur, lui faire produire les revenus qu'il est susceptible de donner, mais encore chercher à l'accroître dans la mesure de ses moyens.

§ 1. — TUTEURS AUTRES QUE LES PÈRES ET MÈRES

Le législateur d'ailleurs, ne s'est pas borné à indiquer en termes généraux les devoirs du

tuteur, il les a précisés ; c'est ainsi que dans l'article 455 du Code civil, en particulier, il l'oblige à faire emploi des revenus du pupille. Cette obligation d'emploi est étendue aux capitaux par l'article 6 de la loi du 27 février 1880.

Une telle prescription nous paraît à la fois utile et prudente.

Utile : car, lorsqu'il a été fait face aux dépenses nécessitées par l'éducation du pupille, l'entretien de ses biens, il importait de ne pas laisser sans emploi les sommes qui n'ont pas été absorbées.

Prudente : il ne fallait pas que l'argent disponible restât entre les mains du tuteur qui, peut-être, aurait été tenté d'en faire un usage contraire aux intérêts, dont il a la charge, et, la garantie que constitue l'hypothèque légale étant le plus souvent illusoire, la tutelle n'aurait pas rempli son rôle de protection des incapables.

Aussi le tuteur est-il tenu d'employer ces disponibilités.

Si l'article 455 est applicable aux économies, aux sommes provenant de l'excédent des revenus sur les dépenses, aucun texte avant la loi du 27 février 1880 ne visait les capitaux et souvent, le tuteur pouvait détenir des capitaux considérables.

La carence du législateur sur ce point consti-

tuait en principe pour le mineur un danger fort grave, mais ce danger était en pratique inexistant.

La doctrine (1) en effet et la jurisprudence par une interprétation large et logique de l'article 455 du C. civ. avaient comblé cette lacune. L'idée des rédacteurs du Code civil disait-on, c'était de toute évidence que le tuteur fit emploi de ce qui restait dans la caisse du pupille, une fois toutes les dépenses payées, que cet excédent provînt des économies proprement dites ou des capitaux.

L'insertion de l'article 6 dans la loi de 1880 a tranché définitivement la question. « Le tuteur y est-il dit, devra faire emploi des capitaux appartenant au mineur ou à l'interdit ou qui lui adviendraient par succession ou autrement ».

Notons d'ailleurs, que l'obligation imposée au tuteur de faire emploi des capitaux du mineur est très large. Elle est en effet applicable non seulement aux capitaux que ce dernier possède à l'ouverture de la tutelle, mais à ceux qui pourront lui advenir postérieurement par succession ou d'une manière quelconque, par suite d'aliénations, de remboursements de valeurs mobilières, de paiements effectués par des tiers, etc... de même qu'à ceux qui proviendraient de l'exécution de contrats antérieurs à la promulgation

(1) DEMOLOMBE. *Cours de Code Napoléon*, t. 7, nos 618 et 619.

de la loi de 1880, ou dont le tuteur serait débiteur et qui deviendraient exigibles au cours de la tutelle. Toutefois les dispositions de l'article 6 de la loi de 1880, qui concerne l'obligation de faire emploi des capitaux, ne sont pas d'ordre public et rien ne s'oppose à ce qu'une dispense d'emploi soit stipulée comme condition expresse d'une donation.

§ 2. — SITUATION SPÉCIALE
DES PÈRES ET MÈRES TUTEURS LÉGAUX

Il est un point cependant qui appelle quelques précisions, c'est celui de savoir si les prescriptions légales quant à l'emploi des revenus et des capitaux du mineur s'appliquent même aux pères et mères, tuteurs légaux. Nul n'est en effet mieux placé qu'eux, pour remplir cette mission de confiance qu'est avant tout la tutelle. Or, à raison de l'affection qui les lie à leurs enfants, ces règles impératives que l'on conçoit aisément à l'égard de personnes plus ou moins étrangères au pupille, ne méritent-elles pas quelques atténuations ?

Et tout d'abord, les pères et mères tuteurs légaux sont-ils soumis à l'obligation de placer les revenus de leurs enfants mineurs ?

Il convient de remarquer que cette question ne présente un intérêt qu'autant que le survivant des père et mère n'a pas ou n'a plus l'usufruit légal des biens de ses enfants.

Si nous examinons les articles 454, 455 et 456 du Code civil, nous voyons que l'article 454 relatif à la fixation par le conseil de famille de la somme à laquelle pourront s'élever les dépenses annuelles du mineur, s'applique à « toute tutelle autre que celle des père et mère ». Ce sont les termes mêmes de l'article 454. L'article 455 dit que « le conseil déterminera positivement la somme à laquelle commencera pour le tuteur... ». De toute évidence, il s'agit ici, non pas d'un conseil de famille quelconque, mais de celui dont parle l'article précédent, c'est-à-dire du conseil de famille d'un mineur placé sous une tutelle autre que celle des père et mère. L'article 456, qui n'est que la sanction de l'article 455 ne modifie nullement cette interprétation. Il y a ainsi un enchaînement évident dans la rédaction de ces trois articles. C'est seulement à partir de l'article 457 que le Code civil entre dans un autre ordre d'idées et édicte une disposition applicable à tous les tuteurs, même au père et à la mère, ce qui montre que dans les articles précédents, il ne s'agissait pas d'eux (1).

(1) TISSIER. *Revue Critique de Législation et de Jurisprudence*, année 1897, p. 625. AUBRY et RAU. *Cours de droit civil*, t. 1, § 112. Texte et note-42. DEMOLOMBE, t. 7, n° 628. HUC. *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. III, n° 413. PLANIOL, RIPERT et SAVATIER. *Traité pratique de Droit civil Français. Des Personnes*, tome I, n° 537.

Civ. rej. 24 décembre 1895. D. 96, I, 321. S. 1896, I, 25.

Civ. rej. 15 novembre 1898. D. 1904, I, 465. S. 1899, I, 140.

Trib. civ. Bayeux, 8 janvier 1931, Rec. Rouen et Caen, 1931, 2, 51.

En effet les premiers mots de l'article 457 « le tuteur, même le père ou la mère » confirment pleinement cette idée que l'obligation de faire emploi des revenus ne concerne pas les pères et mères tuteurs légaux de leurs enfants.

L'ingérence du conseil de famille, aurait dit-on quelque chose de fâcheux, de choquant pour eux. Il convient de leur faire confiance.

Quant à l'emploi des capitaux, quelle solution adopter ? Avant la loi du 27 février 1880, le père et la mère, tuteurs légaux n'étaient pas tenus de faire emploi des capitaux appartenant à leurs enfants. Cela est incontestable ; le Code civil nous l'avons vu, était muet sur la question. Le problème avait été résolu en ce sens par un arrêt de la Chambre civile du 24 février 1879 (1), cassant un arrêt de la Cour de Lyon du 8 juillet 1876.

L'article 6 de la loi du 27 février 1880, au contraire, a une portée générale. *Lex non distinguit*. Au surplus, les paroles du rapporteur de la loi au Sénat (2); et le rejet, lors du dernier renvoi du projet devant le Sénat, d'un amendement tendant à attribuer au conseil de famille, le pouvoir d'affranchir les pères et mères tuteurs légaux de l'obligation d'employer les capitaux

(1) Cass. Civ. 24 février 1879. S. 1881.I.445.
MASSIGLI. *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, année 1882, p. 290.

(2) Séance du Sénat, 25 mai 1878. *J. Off.* 26 mai 1878.

de leurs enfants, ne peuvent laisser aucun doute à ce sujet (1). La Cour de Douai s'est prononcée en ce sens dans un arrêt du 24 juin 1880 (2).

SECTION II

Du choix des placements à faire en emploi ou emploi des deniers pupillaires

Nous venons de voir que le tuteur était tenu d'employer les revenus et capitaux de son pupille, mais que cette obligation ne s'appliquait aux pères et mères tuteurs légaux qu'en ce qui concerne les capitaux.

Demandons-nous maintenant si le tuteur a la faculté de placer ces revenus et capitaux comme il l'entend, ou si au contraire sa liberté est limitée par des dispositions émanant soit du législateur, soit du conseil de famille.

Trouver un placement solide et avantageux, tel est l'idéal de tout capitaliste ; tel doit être aussi celui du tuteur. Cet idéal, notre ancien Droit pensait le trouver, en imposant au tuteur d'employer les deniers pupillaires en rentes ou héritages.

(1) Séance du Sénat, 5 février 1880. *J. Off.* 6 février 1880.

(2) Douai, 24 juin 1880. D. 188.I.348.

§ 1. — RÈGLES SUIVIES DANS NOTRE ANCIEN DROIT

L'ordonnance d'Orléans de 1560 s'exprimait en effet ainsi : « Tuteurs et curateurs des mineurs seront tenus sitôt qu'ils auront fait l'inventaire des biens appartenant à leurs pupilles de faire vendre d'autorité de justice les meubles et employer en immeubles ou héritages les deniers qui en proviendront avec ceux qu'ils auraient trouvés comptants à peine de payer en leur propre nom le profit des dits deniers ».

On considérait alors que les immeubles constituaient le placement par excellence. Quant à la rente, elle présentait l'indiscutable avantage de procurer un revenu fixe et d'épargner tout souci d'administration ou frais d'entretien. Le prêt d'argent étant prohibé, il ne pouvait d'autre part en être question. Cependant cette limitation des placements autorisés, entraînait un grave inconvénient. En effet, les acquisitions d'immeubles ne sont pas toujours possibles. Elles exigent des disponibilités en général importantes. De leur côté, les rentes entraînent pour le créancier l'aliénation définitive du capital, ce qui peut être fort gênant pour le mineur, si celui-ci à sa majorité a besoin de capitaux pour s'établir.

De là des dérogations, dans le ressort de certains Parlements, au droit en vigueur. On permit

ainsi au tuteur, par une exception en faveur du mineur, de prêter les deniers de son pupille en stipulant des intérêts. Une constitution de rente spéciale fut également imaginée dans laquelle le capital serait remboursé à la majorité du pupille. Enfin, à côté des placements autorisés par l'ordonnance d'Orléans on admit la commandite, puis la souscription d'actions. Les emplois de cette nature furent même favorisés par la loi. C'est ainsi qu'en 1720 les titulaires de rentes sur l'Hôtel de Ville furent invités à les échanger contre des actions de la Compagnie des Indes.

Mais corrélativement à cette extension des dispositions de l'article 102 de l'ordonnance d'Orléans, on renforça les garanties du mineur en obligeant le tuteur, avant de faire emploi à prendre l'avis des parents.

§ 2. — SYSTÈME DU CODE CIVIL

Telle était dans notre ancien Droit, la réglementation des pouvoirs du tuteur quant à l'emploi des capitaux et revenus du pupille.

Cette réglementation, on s'attendrait à la retrouver dans notre Code civil. Or il se trouve que le Code n'en dit pas le moindre mot. On doit en conclure que ce silence laisse en principe au tuteur toute liberté pour agir. En effet dans tous les cas où le législateur a voulu imposer sa

volonté en matière de choix de placement, il l'a dit expressément (articles 1067-1559).

Ainsi le tuteur est-il libre de son choix. Les capitaux et revenus du mineur peuvent donc être employés soit en acquisitions d'immeubles, soit en achats de rentes sur l'Etat, ou autres valeurs mobilières, actions ou obligations, soit en placements sur particuliers avec ou sans cautions ou garanties hypothécaires. Le tuteur, pourrait aussi placer ces fonds en constructions nouvelles ou en travaux d'améliorations à faire aux immeubles du mineur. S'il ne dispose que de sommes peu importantes, il pourra les déposer à la Caisse d'Epargne.

Remarquons toutefois, que l'article 2 du Code de Commerce interdit au mineur non émancipé de faire le commerce et que l'article 3 du même Code ne lui permet pas, même par l'intermédiaire de son tuteur, de faire des actes de commerce isolés (1). Il faut donc décider que dans une société de personnes le tuteur ne saurait acquérir pour le compte du mineur une part d'associé, car le mineur en entrant dans la société deviendrait commerçant.

Nous ne nous arrêterons pas à une opinion émise par certains auteurs comme Taulier,

(1) Civ. 7 mars 1922. D. 1922-1-169 et sur renvoi, Dijon 29 janvier 1923. D. 1923-2-15. S. 1923-2-8.

d'après laquelle le tuteur ne pourrait employer l'argent de son pupille en acquisitions d'immeubles. Ils justifient cette idée, en disant que le tuteur n'a pas le droit de transformer la nature du patrimoine de ce dernier et de convertir en immeubles des deniers dont il pourrait avoir besoin par la suite pour se livrer au commerce, pour commanditer une entreprise, etc.. Ces auteurs n'appuient cette solution sur aucun texte. Or notre ancien Droit accordait une faveur spéciale aux placements immobiliers. L'ordonnance d'Orléans de 1560 ordonnait en effet d'employer les capitaux du pupille en « rentes ou héritages ». De son côté Pothier, donnait au tuteur le conseil de faire l'emploi en immeubles. Enfin les rédacteurs du Code civil eux-mêmes ont toujours marqué leur préférence pour la fortune immobilière. L'acquisition d'un immeuble peut d'ailleurs être une opération très utile pour le mineur, si celle-ci se présente dans des conditions particulièrement avantageuses. De plus, on est en droit de compter que le tuteur et le conseil de famille seront assez soucieux des intérêts du pupille pour voir si tel immeuble lui convient ou si au contraire une semblable opération est de nature à lui causer plus tard des désagréments. A l'heure actuelle, les immeubles, malgré les lourdes charges dont ils sont grevés, doivent être considérés comme l'élément le plus stable de toute fortune.

§ 3. — RESTRICTIONS A LA LIBERTÉ
DU CHOIX DES PLACEMENTS
POSTÉRIEUREMENT AU CODE CIVIL

Mais postérieurement au Code civil, le législateur a apporté à ce principe de liberté d'emploi un certain nombre de restrictions qui s'appliquent indistinctement soit au placement des revenus ou des capitaux, ou au contraire exclusivement au placement des revenus ou des capitaux.

1) *Placement des revenus*

En ce qui concerne les revenus tout d'abord, le législateur ne saurait les employer en rentes mixtes, ou en titres au porteur.

En rentes mixtes : on appelle ainsi des titres de rentes nominatifs munis de coupons au porteur, créés par le décret du 18 juin 1864. Le paiement des arrérages a lieu sur simple présentation du coupon, tandis que les arrérages des rentes nominatives ne sont payés que sur présentation du titre lui-même et au moyen d'une estampille.

Or, l'article premier, du décret du 18 juin 1864 (1), décide que ces rentes mixtes ne sont délivrables qu'autant qu'il sera prouvé que les rentiers ont la pleine capacité de leurs droits,

(1) V. Circulaire du Ministre de la Justice du 10 mai 1880. D. 1881-3-70.

c'est-à-dire la pleine et entière disposition de leurs inscriptions, ce qui exclut évidemment les mineurs.

En titres au porteur : Le tuteur, avons-nous vu, ne peut employer les revenus de son pupille en titres au porteur. Nous ne trouvons ici aucun texte, mais nous nous référons à l'esprit de la loi du 27 février 1880. L'article 5, alinéa 1, dit en effet : « Le tuteur devra dans les trois mois qui suivront l'ouverture de la tutelle, convertir en titres nominatifs, les titres au porteur appartenant au mineur... » et plus loin, alinéa 2, nous lisons : « il devra également convertir en titres nominatifs les titres au porteur qui adviendraient au mineur ou à l'interdit de quelque manière que ce fût ». Il ne fait donc aucun doute que si le tuteur ne peut conserver des titres au porteur, à plus forte raison il ne peut en acquérir.

Ces deux restrictions mises à part, le tuteur peut donc employer comme bon lui semble, les revenus de son pupille, sous sa propre responsabilité. Il n'est pas tenu de plus de se munir de l'autorisation du conseil de famille. Le placement des revenus est en effet exclusivement régi par l'article 455 du Code civil. Or, si ce texte impose pour l'emploi, l'observation de certaines conditions, en particulier quant aux délais, il laisse cependant au tuteur pleine liberté relativement au choix du mode d'emploi.

2) *Placement des capitaux*

Si l'article 455 du Code civil impose au tuteur de placer les revenus du pupille, la loi du 27 février 1880 étend cette obligation aux capitaux. Dans ce nouveau domaine, quels vont être les pouvoirs du tuteur ?

Le problème de l'emploi des capitaux doit être envisagé à deux époques.

Nous rechercherons en premier lieu, ce que pouvait faire le tuteur avant la loi du 27 février 1880. Nous étudierons ensuite, les modifications que cette loi a apportées.

Il nous faut toutefois remarquer auparavant qu'il existe certaines restrictions aux pouvoirs du tuteur qui sont communes aux deux époques.

En premier lieu, l'article 13 de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, décide que lorsqu'un bien du pupille est exproprié, les juges peuvent ordonner les mesures de conservation ou de remploi qu'ils estiment nécessaires.

D'autre part, le droit du conseil de famille de statuer sur le mode de placement des capitaux n'est pas douteux lorsque ceux-ci proviennent d'un acte qui dépend de son autorisation, tel qu'une vente d'immeubles. Cette solution résulte expressément de l'article 457 du Code civil, dont

le dernier alinéa est ainsi conçu : « le conseil de famille indiquera dans tous les cas, les immeubles qui devront être vendus de préférence, et toutes les conditions qu'ils jugera utiles ». Le conseil de famille peut donc subordonner son consentement à un emploi déterminé pour le capital à provenir du prix de vente.

a). — *Système en vigueur
avant la loi du 27 février 1880*

Compte tenu de ces deux restrictions, le tuteur, avant la loi du 27 février 1880, c'est-à-dire sous l'empire du Code, jouissait pour le placement des capitaux du mineur de la même liberté qu'en ce qui concerne les revenus. Naturellement, rappelons-le, il ne pouvait pas plus employer les uns que les autres en rentes mixtes depuis la loi du 18 juin 1864. Il n'était pas tenu de se munir de l'autorisation du conseil de famille, et n'était responsable de ses mauvais placements qu'en cas de dol ou de faute grave. C'est ainsi qu'un arrêt de la Chambre des Requêtes du 10 décembre 1851 (1) avait exonéré un tuteur de toute responsabilité à l'occasion du dépôt fait par lui entre les mains d'un notaire de capitaux appartenant à son pupille, car l'opération,

(1) Req. 10 déc. 1851. D. 1852-1-152.

d'après les circonstances et notamment à raison de la solvabilité du notaire et de la fréquence de ces sortes de placement à l'époque, pouvait être considéré comme un emploi donnant au tuteur des garanties de sécurité suffisante.

D'accord avec la décision ci-dessus, Demolombe déclarait : « qu'un prêt consenti par le tuteur, même suivant un acte sous-seing privé et sans caution ni hypothèque, pourrait ne pas engendrer de responsabilité contre lui, encore que le débiteur serait ensuite devenu insolvable , si au moment du prêt, les circonstances étaient telles qu'il n'y a eu aucune imprudence de sa part et qu'un bon père de famille eût agi comme lui » (1).

Cette liberté totale accordée au tuteur dans le placement des capitaux, fut-elle favorable aux intérêts de mineurs en tutelle? En réalité, les opérations de Bourse sont si faciles à notre époque que l'on vit des tuteurs jouer ainsi avec les capitaux de leurs pupilles et les engloutir dans de dangereuses spéculations. D'autres firent des placements détestables et lorsqu'ils étaient déclarés responsables par les Tribunaux, comme coupables de dol ou de faute lourde, il arrivait souvent que la garantie sur laquelle le mineur était en

(1) V. DEMOLOMBE, t. 7, n° 673.

droit de compter, c'est-à-dire l'hypothèque existant sur les immeubles du tuteur, faisait défaut, quand celui-ci n'en possédait aucun, de sorte que tout recours contre lui devenait illusoire.

b). — *Règles qui régissent le placement
des capitaux pupillaires depuis la loi
du 27 février 1880*

C'est alors que la loi de 1880 est venue apporter de nouvelles restrictions aux pouvoirs du tuteur. Nous rappellerons tout d'abord l'interdiction d'acquérir des titres au porteur dont nous avons déjà parlé à propos de l'emploi des revenus, et qui résulte de l'interprétation des alinéas 1 et 2 de l'article 5 de cette loi.

De plus, l'article 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, visant l'aliénation des meubles incorporels appartenant au mineur déclare que « le conseil de famille en autorisant l'aliénation, prescrira les mesures qu'il jugera utiles ».

Que fallait-il entendre par cette disposition? Elle nous semble aussi large que possible. Si son objet principal est relatif aux mesures à prendre dans le but d'assurer le meilleur emploi des capitaux provenant des aliénations qui sont autorisées par le conseil de famille, la commission du Sénat avait un moment songé à restreindre le droit de celui-ci comme nous l'apprend le rap-

porteur de la loi, M. Denormandie (1), mais l'embarras était grand.

En effet, « les mesures à prescrire peuvent être de diverses natures et varier beaucoup suivant l'importance de la succession, la nature des valeurs à employer, la condition sociale des enfants, le programme de leur éducation ou de leur avenir ».

Aussi a-t-il paru qu'il était difficile de tout prévoir, c'est pourquoi le législateur estima plus sage de ne point limiter les pouvoirs du conseil de famille et de lui permettre de prendre, d'après les circonstances, les mesures qui lui paraîtraient utiles quant à l'emploi des capitaux.

Le conseil de famille pouvait déjà avant la loi du 27 février 1880 formuler son désir en ce qui concerne le meilleur placement à effectuer, mais ce désir ne pouvait pas être transformé en une obligation pour le tuteur et ce dernier devait jouir à cet égard de la plus grande latitude. C'est ce que décidait un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 19 juillet 1864 (2) « le conseil de famille, dit-il en effet, n'a pas le pouvoir de prescrire au tuteur l'emploi ou le mode d'emploi des capitaux composant la fortune mobilière des pupilles, pas plus qu'il n'a le droit d'exiger le pla-

(1) Premier rapport de M. Denormandie, 2 avril. *J. Off.* 7 mai '878.

(2) Trib. civ. Seine, 19 juillet 1864. D. 1864-3-108.

cement des revenus dépassant leurs besoins. Par suite est nulle la délibération du conseil de famille portant que le tuteur devrait, sous la surveillance du subrogé-tuteur, employer en rentes immobilières au nom des mineurs les sommes leur revenant dans une succession à laquelle ils sont appelés », la même solution résulte d'un arrêt de la Cour de Cassation du 27 février 1879 (1).

En tout cas, si, à l'heure actuelle le conseil de famille peut subordonner son consentement à un emploi d'une certaine espèce pour le capital à provenir de l'aliénation de valeurs mobilières comme cela résulte aujourd'hui de la loi de 1880, le doute s'élève cependant sur le point de savoir si la disposition de l'article 1^{er}, alinéa 2 de la loi précitée s'applique aussi aux capitaux qui ont une autre origine.

Il peut s'agir de capitaux échus au mineur par succession ou provenant de remboursements de créances ou de titres amortis. De plus certaines compagnies financières ont été autorisées à émettre des obligations à lots, les lots étant attribués par le sort aux titres dont les numéros ont été déterminés par tirage. Dès lors, si un mineur vient à être l'heureux bénéficiaire d'un de ces lots,

(1) Cass. Civ., 24 février 1879. D. 1879-1-157.

l'article 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 27 février 1880 est-il applicable dans ce cas?

c). — *Difficultés auxquelles a donné lieu l'interprétation des mots « articles ci-dessus » de l'alinéa 2, art. 6 de la loi du 27 février 1880*

Nous abordons ici une question qui est l'objet de nombreuses controverses de la part de la doctrine et de la jurisprudence. Ces controverses proviennent de l'interprétation de l'article 6 de la loi du 27 février 1880, qui après avoir établi le principe de l'obligation du remploi des capitaux, ajoute dans son alinéa 2 : « les règles prescrites par les articles ci-dessus et l'article 455 du Code civil seront applicables à cet emploi ».

Quel est le sens de ce renvoi?

D'après une opinion autrefois soutenue par Demolombe et qui a été reprise sous l'empire de la loi du 27 février 1880 par quelques auteurs et quelques arrêts (1), le tuteur en ce qui concerne l'emploi des capitaux jouirait d'une entière liberté, n'ayant besoin ni de l'autorisation du conseil de famille, ni de l'homologation du Tribunal si ces capitaux dépassent 1500 francs. Le renvoi

(1) DEMOLOMBE, t. 7, n° 670.

Lyon-Caen, note, Paris 21 mai 1884. S. 1885-2-97.

Trib. civ. Seine, 3 juillet 1885. *Journal des Notaires et des Avocats*, année 1885, p. 597.

Nancy, 9 mai 1885. D. 1886-2-134.

Aix, 10 mai 1906. D. 1906-2-352. S. 1906-2-160.

fait par l'alinéa 2 de l'article 6 aux « articles ci-dessus » dit-on en effet, ne vise pas toutes les dispositions qui précèdent cet article 6 mais certaines d'entre elles seulement, c'est-à-dire celles qui logiquement se rattachent à une opération d'emploi : obligation de convertir en titres nominatifs les valeurs mobilières du mineur ; nécessité d'observer certaines précautions lorsque les valeurs au porteur ne peuvent être converties (article 5 de la loi de 1880) et de se conformer aux mesures prescrites par le conseil de famille lors de l'aliénation ayant donné lieu à la rentrée des fonds (article 1, alinéa 2). A l'appui de cette interprétation, on ajoute que les circonstances dans lesquelles fut rédigé l'article 6 montrent bien que dans la pensée du législateur, les formalités exigées par l'article 1, premier alinéa, de la loi de 1880 pour l'aliénation des meubles incorporels, ne s'appliquent pas à l'emploi de capitaux. En effet, l'article 6 ne figurait pas dans le projet primitif ; il a été ajouté à la loi par la commission du Sénat pour mettre fin à une controverse qui s'était élevée sur le point de savoir si l'art. 455 du Code civil, sur l'obligation de faire emploi imposée au tuteur, s'appliquait exclusivement aux excédents de revenus, c'est-à-dire aux économies, ou s'il devait être étendu également aux capitaux proprement dits. De plus nulle part, ne s'est manifestée l'idée de restreindre les pouvoirs du tuteur

quant au choix de l'emploi à faire. Il y aurait eu là une innovation très importante et l'on ne saurait concevoir qu'on ne l'ait pas indiquée dans les travaux préparatoires de la loi de 1880.

Enfin on fait remarquer que l'exigence de toutes ces formalités serait une source de frais énormes pour les mineurs peu riches et parfois ces frais seraient en complète disproportion avec la somme à employer.

Une autre opinion a été soutenue par MM. Aubry et Rau et Baudry-Lacantinerie (1). Suivant ces auteurs, le législateur aurait voulu donner au conseil de famille, la faculté de déterminer le mode de placement des capitaux du mineur quelle qu'en soit l'origine, et le tuteur serait tenu de se conformer à la décision du conseil ; mais le conseil aurait le droit de ne pas intervenir, et, en ce cas, le tuteur aurait le choix du placement ; l'homologation du Tribunal ne serait en aucun cas nécessaire.

Enfin il existe une dernière interprétation qui semble devoir être aujourd'hui celle de la jurisprudence, comme nous le montrent les derniers arrêts en date qui se sont présentés sur la question. C'est aussi celle que pour leur part adoptent

(1) AUBRY et RAU, t. I, § 112, n° 1. lettre e, texte et note 31 decies (j.).
BAUDRY-LACANTINERIE, CHÉNEAUX et BONNECARÈRE. *Traité théorique et pratique de Droit civil. Des Personnes*, 2^e éd., t. 2, n° 528.

MM. Planiol, Ripert et Savatier (1). D'après cette interprétation le tuteur pour faire emploi des capitaux, aurait besoin de l'autorisation du conseil de famille dans tous les cas, et de l'homologation du tribunal si ces capitaux dépassent 1.500 fr., aujourd'hui 7.500 fr. (loi du 9 juillet 1931). Les partisans de cette opinion raisonnent ainsi : « Les articles ci-dessus auxquels renvoie l'alinéa 2 de l'article 6 de la loi du 27 février 1880, ce sont tous ceux qui précèdent cet article 6, y compris évidemment l'article 1^{er} qui subordonne les opérations qu'il vise à l'autorisation préalable du conseil de famille et à l'homologation du tribunal le cas échéant. D'autre part le rapporteur de la Loi de 1880, disait : « Ce que nous avons voulu, c'est que les biens du mineur, son titre, son capital, après liquidation, ne fussent pas exposés à des risques ». Enfin, dans le rapport même, il est écrit que le législateur a jugé utile qu'une mesure protectrice, émanant du législateur et imposée par sa sollicitude, vienne prendre pour ainsi dire la place de l'époux qui n'est plus là ».

De toutes ces interprétations, c'est à celle sou-

(1) HUC. *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. III, n° 418.

PLANIOU, RIPERT et SAVATIER. *Des Personnes*, t. I, n° 578.

Paris, 21 mai 1884. D. 1885-2-177. S. 1885-2-97.

Paris, 13 janvier 1885. S. 1885-2-101.

Trib. Montpellier, 27 juillet 1901. S. 1902-2-21.

Rennes, 9 février 1904. D. 1904-2-263. S. 1904-2-263.

Toulouse, 19 mars 1906. D. 1906-2-192. S. 1906-2-95.

Trib. de la Seine-Inférieure. Section de Rouen, 1^{er} juillet 1930. D. H., p. 486-7.

tenue par Planiol, qu'il y a lieu semble-t-il de nous rallier, tant l'argumentation nous paraît forte. Elle a en effet, le mérite incontestable de sauvegarder les intérêts du pupille en le préservant des placements aventureux, effectués à la légère par son représentant; elle donne ainsi satisfaction aux critiques, que la règle suivie sous le Code n'avait pas manqué de soulever et complète le système de protection de la fortune mobilière des incapables, en exigeant des garanties pour l'un des actes qui après l'aliénation, est susceptible de compromettre le plus facilement le patrimoine de ceux-ci.

Le système généralement suivi, se présente donc aujourd'hui de la façon suivante : le tuteur doit se munir de l'autorisation du conseil de famille, pour tout placement de capitaux fait pour le compte de son pupille. Il doit en outre solliciter l'homologation du tribunal si la somme à employer dépasse 7.500 francs (depuis la loi du 9 juillet 1931 qui a modifié l'article 2 de la loi du 27 février 1880 et a substitué le chiffre de 7.500 au chiffre de 1.500).

En résumé, compte tenu de la prohibition d'acquérir des rentes mixtes et des titres au porteur, le tuteur et le conseil de famille, jouissent en ce qui concerne le choix des placements des deniers pupillaires d'une liberté absolue, contrairement à ce qui existe dans certaines législations étrangè-

res, en Droit allemand par exemple où les modes de placements sont limitativement désignés.

L'ensemble des règles que nous venons de dégager est inapplicable au père administrateur légal. Pour celui-ci, il n'y a pas de conseil de famille ; le tribunal n'est pas chargé en général d'intervenir pour autoriser l'emploi, puisque l'article 6 de la loi du 27 février 1880 ne concerne pas l'administration légale (art. 389, § 8, C. civ.) ; il semble même que le père ne serait pas tenu d'acquérir des valeurs nominatives, l'article 5 de la loi du 27 février 1880 ne lui étant pas non plus applicable. Les seules restrictions à la liberté du père sont les suivantes : 1° Il doit faire emploi des capitaux dépassant 7.500 francs (art 389, § 7 C. civ.) ; 2° Le tribunal l'autorisant à vendre un immeuble de son enfant, ou à vendre des valeurs mobilières pour une somme dépassant 7.500 fr. en capital (L. du 27 fév. 1880, art. 2) peut fixer certaines conditions pour le remploi et notamment imposer le choix de certaines valeurs (1).

Quant au mineur émancipé, le régime qui lui est applicable est très controversé. Nous pensons cependant que les achats d'immeubles ou de valeurs rentrent en principe dans la catégorie des actes qu'il peut accomplir seul (argument a con-

(1) Comparer pour plus de détails : CAPITANT. *La loi du 8 avril 1910*. *Revue trimestrielle*, 1910, p. 289.

trario, art. 484 C. civ.) (1). Il ne sera limité dans la liberté de son choix que quand le conseil de famille ou le tribunal autorisant une vente de valeurs mobilières (L. 27 fév. 1880, art. 4) ou encore le curateur autorisant la réception d'un capital mobilier (art. 482 C. civ.) auront fixé certaines conditions d'emploi.

§ 4. — INDICATION PAR LE LÉGISLATEUR
DANS QUELQUES TEXTES D'APRÈS GUERRE
DE CERTAINES CATÉGORIES DE VALEURS
SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ACQUISES A TITRE
DE PLACEMENT DES DENIERS PUPILLAIRES

Si donc le législateur français, n'a pas cru devoir adopter en ce qui concerne l'emploi des deniers pupillaires les dispositions qui étaient en vigueur dans notre ancien Droit, où l'acquisition d'héritages et de rentes, constituait les deux seuls modes d'emploi licites, il nous faut cependant reconnaître que dans quelques lois d'après guerre il a indiqué, pour les placements en valeurs mobilières, un certain nombre de titres qu'il a jugés susceptibles d'être acquis en emploi ou remploi des deniers appartenant aux mineurs en tutelle. Mais remarquons, et c'est là un point très important, que le législateur, dans tous ces textes,

(1) Req. 29 juin 1857. D. 1858-1-33.

laisse une latitude complète quant au choix des valeurs. Il a seulement voulu signaler à l'attention des personnes intéressées tels ou tels titres qui à raison des garanties qu'ils présentent semblaient convenir particulièrement aux individus dignes de protection que sont les mineurs, les femmes mariées, etc...

C'est ainsi que l'article 6 de la loi du 10 octobre 1919, complété par l'article 107 de la loi du 30 juin 1923, déclare : « que les obligations, bons ou autres titres du Crédit national, gagés par une annuité inscrite au budget de l'Etat, peuvent servir d'emploi ou de remploi aux fonds des incapables, des femmes mariées, quel que soit leur régime matrimonial, des communes, des établissements publics ou d'utilité publique et autres particuliers et collectivités autorisés ou obligés à convertir leurs capitaux en rentes sur l'Etat. » Ces obligations, bons ou autres titres du Crédit national sont donc, comme nous le voyons, assimilés aux rentes sur l'Etat. La raison en est en effet la suivante : Le Crédit national n'est autre qu'un organe bancaire par l'intermédiaire duquel devaient être effectués les emprunts destinés à procurer au Trésor des fonds pour la réparation des dommages causés par la guerre. Les obligations émises par lui sont gagées par une annuité inscrite au budget de l'Etat. Dans le rapport qu'il fit au Sénat au nom de la Commission des Finan-

ces, M. Milliès-Lacroix justifiait ainsi les dispositions de l'article 6 de la loi du 10 octobre 1919 : « La faveur faite par cet article aux obligations du Crédit national, s'explique d'elle-même, ces obligations comportant le même degré de sécurité que les fonds de l'Etat » (1).

Jouissent d'une égale faveur aussi, les obligations émises lors des emprunts contractés par les Départements, les Communes, les groupements de Communes pour venir en aide aux sinistrés ou pour le compte de groupements de sinistrés notamment les obligations 6 % des départements du Nord et de la Meuse, des villes d'Albert, Reims, Verdun, gagées par une annuité de l'Etat (Loi du 31 juillet 1920, art. 152 ; 31 décembre 1920, art. 67 ; 28 février 1921, art. 40 ; 24 mars 1921, art. 2).

Rentrent dans la même catégorie, les obligations émises par l'Etat pour assurer le paiement des pensions accordées aux victimes de la guerre, conformément aux lois des 31 mars et 24 juin 1919. En effet d'après l'article 95 de la loi du 22 mars 1924 « ces obligations peuvent servir d'emploi ou de remploi aux fonds des incapables, des femmes mariées... ». Ici encore « les sommes

(1) *J. Off.* Documents Parlementaires. Sénat, année 1919, 20 nov., annexe n° 560, p. 755.

nécessaires au service d'amortissement et d'intérêts des dites obligations sont prélevées sur l'annuité budgétaire prévue par l'article 92 » ; c'est ainsi que s'exprime l'article 93 de la loi précitée. Enfin aux termes de l'article 75 de la loi du 30 juin 1923, le Ministre des Finances, pour subvenir aux dépenses nécessitées par le service des P. T. T. fut autorisé à émettre dans certaines limites des bons ou obligations amortissables dans un délai maximum de 30 ans. Et l'article 77 ajoute « que les obligations émises pour le service des P. T. T. pourront être affectées aux emplois et placements spécifiés par l'article 29 de la loi du 16 septembre 1871. Elles sont assimilées aux valeurs de l'Etat français pour les emplois prévus à l'article 19 de la loi du 9 avril 1881 et aux articles 1-6-10 de la loi du 20 juillet 1895 ». Ce qui revient indirectement à indiquer cette catégorie de titres à l'attention des tuteurs et conseils de famille.

Afin d'exposer aussi fidèlement que possible l'état du droit positif français en matière d'emploi et de emploi des deniers pupillaires, il nous reste encore à étudier quelques points particuliers sur lesquels la doctrine et la jurisprudence ont des conceptions assez flottantes. Nous nous efforcerons toutefois de dégager les solutions qui semblent finalement devoir s'établir.

§ 5. — QUESTIONS SPÉCIALES

I. — *Le tuteur seul peut-il acquérir des immeubles à crédit au nom du pupille ?*

Et tout d'abord demandons-nous s'il entre dans les pouvoirs du tuteur d'acheter des immeubles à crédit au nom du mineur.

La question est très discutée et se présente sous l'aspect suivant.

Pour certains auteurs (1), le tuteur aurait qualité pour acheter seul et sans autorisation un immeuble à crédit. On invoque à l'appui de cette solution les dispositions de l'article 1.594 du Code civil d'après lequel « tous ceux auxquels la loi ne l'interdit pas peuvent acheter ou vendre ». De plus ajoute-t-on le législateur, n'a nulle part spécifié que le tuteur devrait se munir d'une autorisation, alors qu'il l'exprime toujours lorsqu'il la juge nécessaire. Par suite, il est logique de conclure que le tuteur, dans le cas qui nous occupe, dispose de tout pouvoir. On fait enfin remarquer que refuser de reconnaître la validité d'une acquisition immobilière faite à crédit par le tuteur seul sans autorisation, aboutirait souvent à méconnaître les intérêts de son pupille dans le cas où

(1) DURANTON. *Cours de droit français suivant le Code civil*, t. 3, n° 570.
DE FRÉMINVILLE. *Traité de la minorité*, t. I, n° 538.

l'opération présenterait un caractère nettement avantageux.

Cette théorie ne peut pas être admise depuis la loi du 27 février 1880. En effet, nous avons vu plus haut, relativement à l'interprétation de l'article 6, alinéa 2 de cette loi, que l'opinion qui semblait dominer aujourd'hui, c'était que le tuteur ne pouvait faire emploi des capitaux pupillaires que moyennant une autorisation du conseil de famille et éventuellement l'homologation du tribunal.

Il existe une seconde opinion à laquelle se rallient la plupart des auteurs et qui est conforme à l'interprétation que nous venons de rappeler de la loi de 1880. Elle part de cette idée que le tuteur est chargé de l'administration des biens des mineurs, ce que déclare d'ailleurs l'article 450 du Code civil. Or l'acquisition d'un immeuble à crédit ne peut pas être considérée comme un acte d'administration car elle engage l'avenir du pupille. Il peut arriver en effet que celui-ci ne puisse faire face à toutes les échéances ; aussi est-il nécessaire dans son propre intérêt que son tuteur ne puisse l'engager trop facilement. L'autorisation du conseil de famille est donc obligatoirement requise ; c'est ce que pense Demolombe (1).

(1) CHARDON. *Traité de la puissance tutélaire*, t. 3, n° 496.

DEMOLOMBE, t. 7, n° 677.

LAURENT. *Principes de droit civil*, t. 5, n° 60.

MM. Chardon et Laurent au contraire exigent en plus l'homologation du tribunal, car ils considèrent l'acquisition à crédit comme une sorte d'emprunt que le tuteur ferait au vendeur de l'immeuble, d'où l'observation des règles posées dans l'article 457 du Code civil.

Enfin il existe une solution intermédiaire à laquelle la jurisprudence nous paraît se rallier et d'après laquelle le tuteur aurait dans certains cas le droit d'acquérir à crédit un immeuble pour le compte de son pupille sans aucune autorisation. Pour cela, il faut que l'acquisition puisse être considérée comme étant un acte de sage administration, autrement dit, il faut que l'opération présente non seulement d'incontestables avantages pour le mineur, mais que le prix puisse en être acquitté sinon avec le patrimoine actuel de celui-ci, du moins à l'aide d'espérances prochainement réalisables (1). C'est ce qui résulte de l'un des considérants de l'arrêt du 4 janvier 1911 rendu par la Cour de Montpellier et que nous jugeons utile de rapporter : « Considérant, que si une acquisition faite à crédit par le tuteur, sans l'autorisation du conseil de famille, peut être considérée comme

(1) Req. 5 janv. 1863, S. 1863-1-9.

Nancy 9 mai 1885, S. 87-2-137, D. 86-2-134.

Montpellier 4 janvier 1911. *Journal des Notaires et des Avocats*, 1911, Art. 30.127, p. 497 et s.

AUBRY et RAU, t. I, § 113, note 65.

DURANTON, t. III, n° 570.

valable, alors qu'il est justifié que l'opération était en soi avantageuse aux mineurs et que le tuteur avait d'ailleurs en mains, soit dans le patrimoine des mineurs, soit dans son patrimoine personnel, des ressources actuelles disponibles et à bref délai réalisables et suffisantes pour solder le prix, de telle sorte que cette acquisition n'eût constitué en réalité qu'un emploi différé des opérations pupillaires ou un avantage essentiel fait par le tuteur à son pupille ».

II. — *Le tuteur peut-il souscrire pour le compte de son pupille à des titres non libérés ?*

L'emploi des capitaux du mineur a également donné lieu à d'autres difficultés. On s'est en particulier demandé si le tuteur a le pouvoir de souscrire pour le compte du pupille à des titres non libérés.

La souscription de titres non libérés est en effet une opération complexe qui nécessite postérieurement à la souscription le versement des sommes non libérées. Or le tuteur ignore à quel moment se produira l'appel de fonds ; il ignore donc si à ce moment il aura des capitaux disponibles ou plus exactement si son pupille aura ces capitaux, qu'il lui faudra sinon, se procurer soit par une aliénation, soit par un emprunt, opérations qui toutes deux exigent l'autorisation du conseil de

famille. Il en résulte logiquement qu'on ne peut reconnaître au tuteur le droit de souscrire seul. C'est ce que la Cour de Paris a mis en évidence dans son arrêt du 13 janvier 1885 (1) que nous reproduisons : « Attendu que la souscription objet du litige constituerait pour le mineur l'obligation soit d'aliéner un capital mobilier qui serait à sa disposition, soit de contracter un emprunt pour accomplir son obligation d'effectuer les versements à leur échéance ; qu'une telle obligation ne pouvait être contractée par le tuteur pour le mineur qu'avec l'autorisation du conseil de famille revêtue de l'homologation du tribunal ; que ces formalités sont surtout nécessaires dans le cas, où comme dans l'espèce, l'obligation du mineur n'a pour corrélation que les éventualités les plus incertaines ».

Notons d'ailleurs que depuis la loi du 27 février 1880 la nécessité de l'autorisation du conseil de famille, dans le cas qui nous occupe, se justifie par l'interprétation qui est ordinairement faite de l'article 6, alinéa 2 de cette loi. Le doute ne saurait donc se concevoir que quant à l'emploi des revenus pupillaires seulement.

(1) Paris, 13 janv. D. 1885-2-177.

III. — *Pouvoirs du tuteur en matière
d'homologation des délibérations
du conseil de famille*

Enfin une dernière question se pose dans l'hypothèse où la délibération du conseil de famille est soumise à l'homologation du tribunal. C'est celle de savoir quels vont être les pouvoirs du tribunal. Peut-il en effet modifier la délibération du conseil de famille et dans le cas qui nous intéresse plus spécialement, peut-il en matière de placement, substituer d'autres dispositions à celles qui lui sont présentées à fin d'homologation ; ordonner par exemple le remploi des deniers pupillaires en rentes alors qu'il avait été indiqué comme devant être fait en d'autres valeurs nommément désignées, ou au contraire doit-il se borner à les admettre ou à les rejeter simplement ?

Sur ce point l'attitude de la doctrine n'a donné lieu à aucune discussion. Elle refuse d'une façon générale au tribunal le pouvoir de se substituer au conseil de famille, d'imposer de sa seule autorité des mesures ou des conditions que l'assemblée tutélaire n'avait pas envisagées, ou avait refusé d'ordonner (1).

(1) AUBRY et RAU, t. I, § 95.
DEMOLOMBE, t. 7, n° 749 bis.
Cass. Civ. 9 février. D. 1863-1-85. S. 1863-1-113.
Cass. Civ. 17 déc. 1867. D. 1867-1-482. S. 1867-1-66.

Cette solution qui n'accorde au tribunal que le pouvoir d'accepter ou de rejeter purement et simplement les délibérations du conseil de famille a été également admise par la jurisprudence jusqu'à ces dernières années.

Cependant la Cour de Cassation, dans quelques arrêts récents, a montré la tendance de la jurisprudence à élargir les principes qui définissent la mission du tribunal en cette matière. C'est ainsi que la Chambre Civile dans un arrêt du 30 janvier 1924 (1) a décidé que l'homologation donnée par le tribunal pouvait être partielle et limitée ; « le tribunal, y est-il dit, est investi d'un pouvoir souverain d'appréciation pour admettre ou pour rejeter la demande d'homologation selon qu'elle lui paraît conforme ou contraire aux intérêts de l'incapable ; que par cela même il peut n'accueillir que partiellement cette demande ; qu'en statuant ainsi il n'empiète pas sur les attributions du tuteur et du conseil de famille et qu'il ne substitue pas une autre mesure à celle qui a fait l'objet de la délibération, mais exerce le droit de contrôle que lui confère la loi pour lui assurer la conservation du patrimoine de l'incapable ».

De là il résulte que le pouvoir qui appartient

(1) Cass. Civ. 30 janv. 1924. D. 1924-1-49.

au tribunal de refuser l'homologation, implique nécessairement pour le tribunal au cas où il la donne, la faculté de prescrire toutes mesures utiles pour assurer au mineur le bénéfice de l'acte autorisé. Mais remarquons dans cet arrêt du 30 janvier 1924, la prudence des considérants où l'on voit que « la décision attaquée ne substitue pas une autre mesure à celle qui a fait l'objet de la délibération ». C'est précisément pour s'être substitué à la délibération du conseil de famille, que fut cassé, entre autres exemples, le jugement d'homologation rendu par le Tribunal de Limoux le 3 mai 1922 (1).

Dans cette espèce, le conseil de famille avait autorisé la veuve Laserre, tutrice de ses deux filles mineures, à aliéner pour le prix de 1.500.000 francs un fonds de commerce dépendant de la succession du mari, mais il avait décidé qu'il n'y avait pas lieu de prescrire des mesures pour l'emploi des fonds. Le Tribunal de Limoux, en homologant cette délibération, avait au contraire prescrit, que le prix de la vente serait employé à l'achat de titres nominatifs de rente sur l'Etat français. La Cour Suprême cassa ce jugement en déclarant que si le tribunal est investi par la loi d'un pouvoir souverain d'appréciation pour admettre en tout ou en partie la demande d'ho-

(1) Cass. Civ. 24 déc. 1924. D. 1925-1-62.

mologation ou pour la rejeter, il ne peut se substituer au tuteur et au conseil de famille pour ordonner d'office des mesures qui n'ont été ni demandées ni délibérées.

La Chambre des Requêtes, d'autre part, dans un arrêt du 12 juillet 1921 (1) relatif à l'administration légale, mais dont les considérants peuvent tout aussi bien se transposer dans la tutelle, reconnaissait que la faculté pour le tribunal de refuser l'homologation demandée par le conseil de famille, implique au cas où il l'accorde celle de la subordonner à certaines conditions.

De sorte qu'en combinant l'homologation partielle et l'homologation conditionnelle, les tribunaux pourront désormais perfectionner les délibérations imparfaites des conseils de famille dans l'intérêt des mineurs.

IV. — *Interprétation de certaines délibérations de conseils de famille*

Si les membres du conseil de famille doivent en principe être toujours consultés lorsqu'il s'agit d'employer les capitaux du pupille, en réalité, il arrive très souvent qu'on ne les invite même pas à délibérer sur ces questions, ou bien

(1) Req. 12 juillet 1921. D. 1922-1-177.

ce qui est encore plus fréquent, on se contente d'insérer dans la délibération, lors de la réunion du conseil, une clause de style, qui prescrit que le placement des disponibilités du mineur sera fait « conformément aux dispositions de la loi du 27 février 1880 » ou même tout simplement « conformément à la loi ».

Nous sommes ici en présence d'une formule d'allure restrictive mais vague cependant, qui demande à être précisée. Contrairement à une opinion erronée mais bien établie (1), la loi de 1880 n'a imposé aucun mode d'emploi des deniers pupillaires, de sorte que le tuteur, sauf le cas où le conseil de famille lui impose l'observation de certaines mesures, est à peu près libre en ce qui concerne le placement à faire. Il devra toutefois, se conformer à certaines règles énoncées par la loi précitée ou qui s'en déduisent logiquement et que nous rappelons : prohibition d'acquérir des titres au porteur ; nécessité de faire emploi des capitaux appartenant au mineur dans un délai de trois mois ; obligation de soumettre la délibération du conseil à l'homologation du tribunal, si les capitaux à placer dépassent 7.500 frs.

C'est précisément l'observation de ces prin-

(1) Voir chapitre II, section I.

cipes que l'on entend rappeler dans les formules que nous avons signalées plus haut.

Le problème de l'emploi des deniers pupillaires a donné lieu d'autre part, depuis la guerre en particulier, à certaines difficultés, lorsque l'emploi est fait en valeurs mobilières.

L'Etat en effet, s'est trouvé dans l'obligation de recourir à de nombreux emprunts, tant pour faire face aux frais qu'entraînaient les hostilités, que pour réparer les dommages causés par celles-ci aux personnes et aux biens. Par suite, il s'est efforcé d'étendre le marché de ces titres en les indiquant à l'attention des conseils de famille.

Les difficultés qui se sont élevées à propos des remplois faits en ces titres, concernent surtout les contrats de mariage (1), mais elles peuvent se concevoir également en matière de tutelle.

Supposons que le conseil de famille, ayant autorisé l'aliénation d'un immeuble appartenant au pupille, ait ordonné que l'emploi des deniers serait fait en rentes françaises, sans donner d'autres précisions, faisant confiance en la prudence du tuteur quant au choix du type de rente. Celui-ci dès lors, pourrait-il effectuer le remploi en obligations de la défense nationale ?

(1) BÉZARD-FALGAS. *Journal des Notaires et des Avocats*, année 1923, p. 409 et suiv.

A cette question, l'article unique de la loi du 10 juillet 1915 nous permet de répondre par l'affirmative, puisqu'il dispose « que les obligations de la Défense nationale peuvent être affectées aux mêmes placements ou emplois que les rentes sur l'Etat » c'est-à-dire qu'il assimile ces deux sortes de valeurs. Ces obligations étant toutefois, au porteur ou à ordre, un arrêté du Ministre des Finances du 19 février 1915, a décidé « qu'elles pourraient être déposées au Trésor contre remise de certificats de titres nominatifs. C'est ce que le tuteur serait tenu de faire conformément aux dispositions de la loi du 27 février 1880.

Pour se procurer les fonds nécessaires à l'accomplissement des charges dont il est tenu en matière de dommages de guerre, l'Etat s'est adressé au Crédit National. Il accorde sa garantie aux obligations émises par cet établissement, en ce sens que les fonds nécessaires pour assurer le paiement de la totalité de l'annuité sont inscrits au Budget (1). Demandons-nous également, si le tuteur a la faculté d'acquérir pour le compte du pupille des obligations du Crédit National, alors que la clause d'emploi ou de remploi ne vise que les rentes sur l'Etat.

(1) V. art. 7 de la convention intervenue le 7 juillet 1919 entre le Ministre des Finances et le Crédit National et approuvée par la loi du 10 octobre 1919. (D. P. 1920-4-24).

Les obligations de cette société jouissent évidemment d'un régime de faveur, mais néanmoins peut-on les assimiler aux rentes ? Bien que l'article 6 de la loi du 10 octobre 1919, complété par celle du 30 juin 1923 article 107, ne le dise pas expressément, l'affirmative résulte d'une réponse faite par le Ministre des Finances à MM. Alexandre Duval et Antier, députés, qui à cet égard lui avaient demandé des éclaircissements (1).

D'autre part, le Ministre des Finances, dans une lettre adressée au Syndic des Agents de Change de Paris le 8 décembre 1919, écrivait : « Les termes de la loi du 10 octobre 1919 sont assez généraux pour permettre l'emploi en Obligations et Bons du Crédit National, des capitaux dont un contrat dotal prescrit le placement en rentes sur l'Etat ». Nous pensons que la même solution doit aussi s'appliquer en matière de tutelle puisque cette loi du 10 octobre 1919, prévoit que les titres dont nous nous occupons, peuvent « servir d'emploi ou de remploi aux fonds des incapables ».

Nous avons vu précédemment que l'article 2 de la loi du 24 mars 1921, complété par l'article 108 de la loi du 30 juin 1923, désignait les titres d'emprunts contractés par les sinistrés ou groupe-

(1) Séance de la Chambre du 8 mars 1921. *J. Off.* 9 mars 1921.

ments de sinistrés victimes de dommages de guerre, comme pouvant « servir d'emploi ou de remploi des fonds des incapables... et autres particuliers et collectivités autorisés ou obligés à convertir leurs capitaux en rentes sur l'Etat ».

Ici encore nous nous poserons la question de savoir si le tuteur, bien que l'emploi ait été stipulé en Rentes, a la faculté de le faire en ces titres. Même réponse favorable que dans l'hypothèse étudiée plus haut, puisque l'article 2 de la loi du 24 mars 1921 est conçu dans des termes identiques à ceux de l'article 6 de la loi du 10 octobre 1919 relatif aux titres du Crédit National. Les titres des emprunts de sinistrés jouissent en effet d'une sécurité égale à celle dont bénéficient ces derniers.

La question a d'ailleurs été tranchée en ce sens par un arrêt de la Cour de Cassation du 20 janvier 1932 (1), cassant un arrêt de la Cour de Rouen rendu le 23 octobre 1927 (2). Bien qu'en l'espèce il se soit agi d'un contrat de mariage, la même solution aurait été admise à l'égard d'un mineur en tutelle. Le problème se posait ainsi : en présence d'un contrat de mariage adoptant le régime dotal et énonçant parmi les valeurs pouvant servir d'emploi ou de remploi des deniers dotaux

(1) *Journal des Notaires et des Avocats*, 1932, art. 37.283, p. 809 et suiv.

(2) *J. N.*, 1928, art. 35.473, p. 362.

« les titres de rentes sur l'Etat français », le notaire chargé par les époux d'employer une somme échue à la femme conformément aux clauses du contrat et frappée de dotalité, commet-il une faute en acquérant des obligations d'un groupement de sinistrés des régions dévastées par la guerre ? La Cour de Rouen estima que le notaire commettait une faute. Elle avait motivé son arrêt sur ce qu'il ne résultait pas des lois de 1921 et 1923 « que le législateur ait entendu porter atteinte aux conventions librement arrêtées entre époux et réduire les garanties qu'elles doivent assurer aux intérêts de la femme ».

Il semble que la Cour de Rouen ait été impressionnée par ce fait que les obligations émises par les groupements de sinistrés ne présentent pas tout à fait la même sécurité que les fonds d'Etat. Néanmoins remarquons que le législateur a placé par les textes précités ces obligations sur le même pied que les rentes sur l'Etat. Dès lors qu'il assimilait les unes aux autres, le notaire qui employait en obligations de ce genre les deniers à employer en rentes sur l'Etat, ne devait encourir aucun reproche.

C'est ce qu'a décidé le Cour de cassation.

Même solution que dans les espèces déjà passées en revue en ce qui concerne les titres de la Caisse autonome d'amortissement dont l'assimilation

aux Rentes résulte de la loi du 7 août 1926. Cette loi s'exprime en effet en ces termes « ...ils (les titres) pourront être affectés aux emplois et placements spécifiés par l'article 29 de la loi du 16 septembre 1871... » Or cette loi de 1871 permet précisément de placer « en rentes de toute nature » les sommes dont l'emploi en immeubles est prescrit ou autorisé par la loi.

Remarquons toutefois que les obligations de chemins de fer qui, elles aussi jouissent de la garantie de l'Etat, quoique indirectement cependant depuis la convention du 28 juin 1921, ne peuvent pas être assimilées aux Rentes à défaut de texte.

Enfin depuis la guerre, plusieurs grands réseaux ferrés ont émis des bons décennaux. Le tuteur au cas où le conseil de famille l'aurait autorisé à employer les deniers pupillaires « en obligations des grandes compagnies de chemins de fer français » pourrait-il faire cet emploi en bons décennaux ?

Oui sans aucun doute. Ces bons présentent en effet les mêmes caractères ou plus exactement les caractères essentiels des obligations ; ils ont la même nature juridique, portent un intérêt fixe, sont remboursables à une échéance déterminée ; ils n'en diffèrent que parce qu'ils sont à une échéance plus courte, et c'est pour les différencier

qu'il a paru utile de leur donner une qualification spéciale. Si la loi du 9 mars 1923 relative aux emplois ne mentionne que les obligations des grands réseaux, elle n'a entendu écarter, ainsi qu'il résulte des travaux préparatoires, que les bons de caisse qui ne se rapportent qu'à des opérations de trésorerie et non les bons décennaux entièrement assimilables aux obligations.

Le Tribunal de la Seine en a décidé ainsi dans une espèce où il s'agissait d'un contrat de mariage antérieur à la création des bons de cette nature et qui, parmi les valeurs qui pouvaient servir à emploi, ne mentionnait que les obligations (1).

V. — *Pouvoirs du tuteur relativement
aux valeurs mobilières faisant partie
d'une succession échue au mineur*

Si dans une succession échue à un mineur en tutelle, se trouvent des valeurs mobilières ne rentrant pas dans la catégorie des titres qui sont ordinairement choisis en emploi des deniers pupillaires, le tuteur est-il obligé de les vendre ?

L'hypothèse envisagée est la suivante : un mineur en tutelle est appelé à recueillir une succession. Cette succession contient en particulier,

(1) Trib. de la Seine, 19 décembre 1924. D. 1926-2-149 et la note de M. NAST.

des valeurs mobilières, actions ou obligations, qui ne rentrent pas dans la catégorie des titres qui sont ordinairement choisis en remploi des deniers pupillaires. Le tuteur, par suite, doit-il les vendre, afin d'en employer le prix, conformément à l'usage, ou peut-il néanmoins les conserver ?

Il nous faut tout d'abord résoudre la question préalable que voici. L'article 452 du Code civil oblige en effet le tuteur à vendre les meubles que le mineur acquiert par succession. « Dans le mois qui suivra la clôture de l'inventaire, dit-il, le tuteur fera vendre... tous les meubles autres que ceux que le conseil de famille l'aurait autorisé à conserver en nature ».

Dans cet article, le législateur a-t-il eu en vue non seulement la vente des meubles corporels, mais aussi celle des meubles incorporels ? Nous répondrons non, pour les raisons suivantes : l'article 452 a pour origine l'article 102 de l'ordonnance d'Orléans de 1560 ainsi conçu : « Tuteurs et curateurs des mineurs seront tenus sitôt qu'ils auront fait l'inventaire... de faire vendre d'autorité de justice les meubles périssables... ».

Le but du législateur, c'était en effet de conserver dans son intégralité le patrimoine du mineur, aussi conçoit-on qu'il ait ordonné de vendre les meubles périssables c'est-à-dire les meubles cor-

porels qui ne rapportent rien et qui de plus sont susceptibles de se déprécier avec le temps. Peut-être aussi le législateur était-il parti de l'idée que le pupille privé de ses père et mère, était destiné à être élevé dans un internat ou recueilli chez un parent déjà pourvu d'un logement. Quant aux meubles incorporels, titres de rente, actions ou obligations, ce sont des placements, ils produisent des revenus ; à quoi bon les vendre alors, puisque le tuteur serait tenu d'en remployer le prix immédiatement.

On objecte la généralité des termes mêmes de l'article 452 « tous les meubles » (1), mais d'autre part les mots « en nature » indiquent bien qu'il ne s'agit que des meubles corporels. Cette solution, admise par la plupart des auteurs (2) et consacrée par une jurisprudence presque unanime (3), ne fait aucun doute depuis la loi du 27 février 1880 dont l'article 5 confirme l'exactitude. Cet article oblige le tuteur à convertir en titres nominatifs les titres au porteur appartenant au mineur à l'ouverture de la tutelle ou lui advenant par la suite de quelque manière que ce

(1) COIN-DELISLE, *Revue critique*, année 1859, t. XIV, p. 305 et s.

(2) AUBRY et RAU, t. I, § 112, p. 679 et note 22, 23.

BEUDANT, t. II, n° 844. BAUDRY-LACANTINERIE, CHÉNEAUX et BONNECARRÈRE, t. IV, n° 483.

DEMOLOMBE, t. VII, n° 572.

(3) Nîmes, 15 déc. 1853. S. 1854, 2.332. Trib. Seine, 14 janv. 1859, D. 1859, 3, 47. Grenoble, 11 janv. 1864, D. 1865, 2, 57. Cass., 3 fév. 1873, S. 1873, 1 61. 21 juillet 1873, D. 1874, I, 264. Req., 4 août 1873, S. 1873, 1, 441.

fût, ce qui implique donc leur conservation. Il est bien évident que si parmi ces valeurs, il s'en trouvaient certaines d'une solidité douteuse, l'intérêt du mineur exigerait qu'elles soient vendues.

Si au contraire, il existait dans la succession échue au mineur des titres sur lesquels ne s'exerce pas habituellement le choix des tuteurs et conseils de famille, il est certain, croyons-nous, que le conseil pourrait les faire vendre pour employer les fonds à en provenir en valeurs désignées par l'usage par exemple, et en faveur de cette solution, nous invoquons les dispositions de l'article 5, alinéa 1 de la loi du 27 février 1880, qui prescrit au tuteur de convertir en titres nominatifs les titres au porteur appartenant au mineur, et « dont le conseil de famille n'aurait pas jugé l'aliénation nécessaire ou utile ». A contrario, nous en déduisons que le conseil est libre d'agir dans le sens que nous avons indiqué, la sauvegarde des intérêts du mineur devant être son seul souci. Mais sauf décision spéciale du conseil, le tuteur a la faculté de conserver les titres échus au mineur par succession, quels qu'ils soient, pourvu que leur conservation n'entraîne aucun risque pour le pupille.

CHAPITRE II

Examen de la pratique suivie en matière de placement des deniers pupillaires Inconvénients de cette pratique

Dans la première partie de cet ouvrage nous nous sommes efforcé de dégager les règles applicables en matière d'emploi et de remploi des deniers des mineurs en tutelle telles qu'elles résultent du Code civil et de la loi du 27 février 1880.

Nous avons vu que ces règles n'étaient pas les mêmes, pour les revenus et les capitaux, et que le tuteur et le conseil de famille jouissaient d'une grande liberté dans le choix du mode de placement.

Cependant nous avons cru intéressant de rechercher si en pratique ils usaient de cette liberté. Ce sera l'objet des développements qui vont suivre.

Le but de la tutelle est en effet avant tout de protéger les intérêts des incapables. Aussi le tuteur et le conseil de famille, s'ils veulent rem-

plir consciencieusement le rôle que le législateur leur a assigné, doivent-ils s'efforcer de trouver pour les deniers du pupille des placements sûrs et avantageux, tout en sachant sacrifier s'il est nécessaire le revenu à la sécurité.

C'est ainsi que s'ils préfèrent l'acquisition de valeurs mobilières aux immeubles, deux catégories de titres vont au moins s'offrir à leur choix, les actions et les obligations. Les obligations d'autre part, diffèrent les unes des autres par de nombreux traits distinctifs : cours nominal, cours de négociation, garantie d'intérêt et de remboursement du capital, exemption de tous impôts présents et futurs ou de certains d'entre eux seulement, délais d'amortissement. Il y a donc dans le choix des placements une foule de questions, et il appartient, en principe, à ceux qui ont la charge des intérêts des mineurs, de les résoudre. En réalité, les choses se passent tout autrement.

SECTION I

Comment dans la pratique sont employés les deniers pupillaires ?

Pour connaître l'état de la pratique, nous n'avons cru mieux faire que de nous adresser aux Juges de Paix, puisque ces magistrats, comme le rappelle l'article 416 du Code civil, président de droit les conseils de famille. Nous nous som-

mes donc livré à une enquête dans un certain nombre de départements que nous avons choisis à dessein dans des régions différentes de façon à nous rendre compte des particularités que certaines d'entre elles étaient susceptibles de présenter.

L'idée générale qui se dégage des communications qui nous sont parvenues, c'est que les deniers pupillaires sont employés habituellement en totalité : en rentes françaises d'abord et surtout ; et en obligations des grandes compagnies de chemins de fer français, et du Crédit Foncier de France également. « Je crois pouvoir vous certifier, nous écrit en effet M. le Juge de Paix d'Aubusson, que la pratique généralement suivie dans la Creuse est d'opérer l'emploi ou le remploi des deniers des mineurs en rentes sur l'Etat français et quelquefois en obligations des chemins de fer français et du Crédit Foncier ».

Même réponse de Vienne : « J'ai toujours vu les conseils de famille que j'ai présidés ordonner que les capitaux appartenant à des mineurs seraient employés en rentes sur l'Etat français, quelquefois pendant la guerre, en obligations ou bons de la Défense Nationale. » En Côte-d'Or et en Saône-et-Loire, c'est en ces trois catégories de valeurs que sont aussi employés les deniers pupillaires.

M. le Juge de Paix de Verdun, nous traduit en

ces termes l'incurie des membres du conseil de famille : « ...Ils paraissent, dans la majorité des cas, se désintéresser de cette question d'emploi et, dans la pratique, on se contente d'insérer dans les délibérations, une clause de style qui prescrit que la part revenant au mineur sera employée « conformément aux dispositions de la loi du 27 février 1880 ». C'est à peu près toujours en rentes sur l'Etat français que sont employés ces fonds ».

Dans certaines régions, la pratique suivie en ce qui concerne le choix des placements est encore bien plus étroite, comme nous l'indiquent ces quelques lignes qui nous viennent de Lisieux : « En Normandie, pays de tradition par excellence, les tuteurs ont toujours préféré l'emploi des deniers pupillaires en rentes françaises et le plus souvent en rente 3 % perpétuelle qui est moins sujette à fluctuations, ni exposée à conversion. »

Même faveur à l'égard du 3 % dans la région de Châtellerault et de Loches où l'on n'acquiert même pas d'obligations de chemins de fer ou du Crédit Foncier.

Enfin, la communication suivante de M. le Juge de Paix de Vannes confirme la préférence qui est accordée aux placements en rentes françaises : « A Vannes, comme partout ailleurs la coutume

veut que l'emploi ou le remploi des revenus ou capitaux des mineurs en tutelle se fassent en rentes françaises. L'acquisition d'obligations de chemins de fer ou du Crédit Foncier est déjà plus rare, pour ne pas dire inexistante ». En résumé, si les trois catégories de valeurs que nous avons indiquées, rentes françaises, obligations de chemins de fer français, obligations du Crédit Foncier de France, peuvent être qualifiées de classiques lorsqu'il s'agit d'employer les deniers des mineurs en tutelle, remarquons cependant, que le choix du tuteur et du conseil de famille pourrait s'exercer dans un domaine plus étendu que ne l'est celui-ci. C'est ainsi que l'on trouve parfois, des placements faits en valeurs locales, et les tribunaux, dans les cas qui nous ont été rapportés, n'ont jamais fait de difficulté pour les homologuer si ces valeurs jouissaient d'une solide réputation.

L'emploi en immeubles se rencontre parfois, qu'il s'agisse d'immeubles urbains ou même ruraux. Nous pourrions citer en ce sens l'achat d'une ferme avec ustensiles aratoires et bétail ; le conseil de famille, dans ce cas particulier, avait eu la précaution de souscrire une assurance contre la mortalité du bétail.

Un exemple assez curieux d'emploi nous est fourni par l'achat au profit d'un pupille domi-

cilié dans l'Est de terrains situés dans le Var pour y faire la culture du mimosa.

Le dépôt des fonds disponibles à la Caisse d'Epargne est également pratiqué. M. le Juge de Paix de Nevers nous dit que « très souvent, le conseil de famille, soucieux d'éviter les fluctuations que l'on peut toujours craindre sur les valeurs mobilières, décide, que l'emploi sera fait à la Caisse d'Epargne sur livret au nom du mineur, et si la somme à employer dépasse la limite autorisée, il permet le remploi du surplus en rentes françaises ».

Remarquons d'ailleurs que les versements à la Caisse d'Epargne, de même que l'acquisition des bons de la Défense nationale (nous ne parlons pas des obligations) et les dépôts à court terme en banque ne sont pas considérés comme constituant des placements. Ce sont des opérations de trésorerie qui rentrent dans l'administration courante et que le tuteur par conséquent fera sous sa seule responsabilité.

Enfin, il nous faut signaler la faveur dont jouissent dans quelques rares régions, dans le canton de Quimper, dans la Loire-Inférieure, par exemple, les prêts hypothécaires.

A titre tout à fait exceptionnel et seulement sur la demande expresse des conseils de famille;

citons également l'acquisition pour le compte du mineur, d'actions : actions de la Banque de France, et des grands établissements de crédit, des principaux réseaux de chemins de fer, des compagnies d'assurance de premier ordre, des charbonnages français et des grandes entreprises métallurgiques. Nous insistons sur le caractère tout-à-fait innacoutumé de ce mode d'emploi.

Pour être complet, nous dirons qu'il existe certaines valeurs garanties par l'Etat : titres d'emprunts coloniaux, d'outillage sinistré, sur lesquelles se fixe de temps à autre l'attention des tuteurs et des conseils de famille.

Ces différents modes d'emploi ne sont cependant pas d'un usage courant et il n'en reste pas moins vrai, qu'en règle générale, la plupart des placements effectués pour le compte des mineurs en tutelle le sont en rentes françaises, en obligations de chemins de fer et du Crédit Foncier.

Or nous avons vu dans la première partie de cet ouvrage que le tuteur et le conseil de famille avaient, sauf de rares exceptions, toute liberté quant à la nature des biens à choisir à titre d'emploi. Nous nous trouvons donc ici en présence d'une coutume extrêmement forte, à tel point même que certains Juges de Paix nous ont affirmé que le législateur avait imposé ces valeurs comme

placement. Après vérification, ils ont été obligés de reconnaître qu'en réalité aucun texte n'existait sur la question, et que ce qu'ils croyaient être la loi n'était qu'une coutume profondément établie. Nous avons la preuve de cette confusion dans les lignes suivantes qui nous ont été adressées par un Juge de Paix d'une grande ville. « C'est la loi du 27 février 1880 qui a réglé la conversion des valeurs mobilières et qui a interdit d'en employer les deniers en des titres ou valeurs autres que ceux par elle indiqués. C'est en vertu de cette interdiction que le emploi des fonds appartenant aux mineurs ne peut être fait en actions ou obligations émises par des établissements non énumérés par la loi précitée ».

Nous sommes, avons-nous dit, en présence d'une coutume tout à fait caractérisée. Si nous nous reportons en effet à l'ouvrage de M. Génv : « Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif », nous y voyons que « la coutume se présente comme un fait ou plutôt comme un ensemble de faits, révélant un sentiment juridique (1) ».

La formation d'un droit coutumier suppose, comme l'a défini M. Génv, la réunion de deux

(1) F. GÉNY. *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, t. I, p. 319.

éléments : l'un de nature matérielle, un long et constant usage né de la répétition de certains actes, élément de fait « qui sert à la coutume de *substratum* nécessaire » et que l'on qualifie aussi de *corpus* ; l'autre d'ordre psychologique, l'*opinio juris seu necessitatis*, c'est-à-dire l'*animus*. Car « pour qu'un rapport consacré par l'usage soit érigé en rapport de droit positif, il faut que la pratique d'où il résulte, le constitue avec un caractère de nécessité, de façon à l'imposer au besoin en vertu d'une règle munie de la sanction publique ».

Or nous retrouvons précisément ces deux éléments, en matière de placement des deniers pupillaires.

L'élément de fait, le *corpus*, c'est la pratique constante peut-on dire, qui s'est établie de limiter le choix des modes de placement à certaines catégories de valeurs mobilières seulement. Quant à l'*animus*, c'est la croyance d'après laquelle les titres que nous avons cités plus haut doivent seuls être choisis, lorsqu'il s'agit d'employer les disponibilités des mineurs en tutelle ; c'est la pensée en agissant ainsi de satisfaire à une obligation de droit.

Voici pourquoi dans l'espèce qui nous occupe, nous pouvons parler de coutume.

SECTION II

Raisons qui permettent de justifier la coutume qui s'est établie à propos des placements des fonds pupillaires

Mais alors comment expliquer cette coutume, pourquoi certaines valeurs jouissent-elles d'une faveur dont ne bénéficient pas les autres ?

Il est incontestable que des raisons majeures sont à la base de la pratique habituellement suivie en matière d'emploi ou de remploi des deniers pupillaires. La règle, dont doit s'inspirer tout administrateur du patrimoine d'un incapable, c'est avant tout de faire en sorte de conserver intact le patrimoine dont il a la charge. La réalisation de bénéfices, par suite, doit être reléguée au second plan de ses préoccupations. De sorte que l'on est porté à croire que les trois catégories de valeurs précédemment indiquées et que nous avons qualifiées de classiques, sont particulièrement aptes à remplir le rôle que l'on attend d'elles, à tel point même qu'avant guerre on se plaisait à les désigner sous le nom de « valeurs de père de famille ». L'on considérait en effet, que ces titres présentaient une sécurité telle qu'ils devaient se trouver dans le portefeuille de tout père de famille vraiment soucieux de l'avenir de ses enfants. Le tuteur devant agir en bon père de famille comme le déclare l'article 450 du Code

civil, on conçoit aisément, que son propre intérêt lui ait dicté de suivre la voie qui lui était ainsi tracée.

Et tout d'abord nous allons nous efforcer de rechercher les motifs pour lesquels les rentes sur l'Etat français, jouissent d'une si grande faveur dans les placements de deniers pupillaires.

Les Etats, nous le savons, n'ont jamais ressenti autant qu'aujourd'hui, le besoin de faire appel au crédit public, pour se procurer les fonds nécessaires à la réalisation des différents buts, tant économiques que sociaux, qu'ils poursuivent. Ces emprunts se font sous forme de rentes, rentes perpétuelles ou amortissables.

Or s'il peut toujours arriver qu'une entreprise privée, aussi solide soit-elle, se trouve un jour dans l'impossibilité de faire face à ses obligations, une telle éventualité ne se conçoit guère cependant, à l'égard d'un Etat. Les charges d'intérêts et d'amortissement des emprunts qu'il a contractés, figurent chaque année dans la loi de Pudget. Il faudrait de graves évènements, une guerre malheureuse, ou une révolution sociale pour entraîner la suspension du service de la dette publique, ou une dépréciation telle de la monnaie que le rentier en fût cruellement éprouvé. Reconnaissons toutefois, qu'à l'heure actuelle de semblables éventualités sont plus fré-

quentes qu'on ne voudrait bien le croire. Enfin, dans le cas où un Etat ne ferait pas honneur à ses obligations, il ne faut pas oublier que ses créanciers seraient démunis de tout recours. Contrairement à ce qui est possible pour les entreprises privées, il ne faudrait pas envisager ici une exécution forcée quelconque. Les tribunaux devant lesquels serait porté le litige se déclareraient d'autre part incompétents.

Quoiqu'il en soit, il est certain, néanmoins que le facteur sécurité constitue une des raisons essentielles qui justifie la préférence dont la rente française est l'objet.

Peut-être, y a-t-il lieu également de tenir compte de ce fait que la Rente est à peu près soustraite au régime fiscal des valeurs mobilières. Elle n'est soumise en effet ni à l'impôt cédulaire sur le revenu, sauf les titres de l'emprunt 3 $\frac{1}{2}$ % amortissable émis à la veille de la guerre, ni à la taxe de transmission et en ce qui concerne l'impôt sur les opérations de Bourse, elle bénéficie du taux très réduit de 0,0125 0/00 sur le montant de l'opération au lieu du taux normal de 1 0/00. Le courtage sur les opérations des rentes françaises est de plus, moins élevé que sur les autres valeurs. Nous estimons cependant que ce ne sont là que des avantages très secondaires.

A côté de ces motifs de faveur que nous recon-

naissions aux Rentes par rapport aux autres titres il existe à notre avis une autre raison qui justifie et encourage l'attitude de la pratique.

C'est l'assimilation que le législateur a faite dans certaines lois, des placements en Rentes aux placements prescrits en immeubles. En termes exprès, il a proclamé sa préférence pour les rentes sur l'Etat. Rien donc de plus naturel, de la part du tuteur et du conseil de famille, dont l'idéal est le moindre effort, sauf évidemment quelques heureuses exceptions et qui cherchent avant tout à ne pas engager leur responsabilité, que d'adopter le placement en Rentes. Cette assimilation des Rentes aux immeubles, le législateur l'a faite à propos des contrats de mariage.

Assez souvent en effet, le contrat de mariage contient une clause déterminant les biens qui peuvent être acquis en remploi. D'ordinaire, ces remplois se font en biens de même nature que le propre aliéné. A-t-on vendu un immeuble, on en achètera un autre à la place. En principe, et sauf décision contraire du contrat de mariage, il n'y a pas là une obligation, de sorte qu'il arrivait fréquemment autrefois que ces remplois d'immeubles avaient lieu en Rentes. En effet lors de la préparation de la loi de Budget du 2 juillet 1862 le rapporteur de cette loi disait « que les Rentes, avec les formes simples et peu coûteuses

de leur négociation, les immunités dont elles jouissent et les garanties solides qu'elles offrent, conviennent et se plient comme les immeubles à toute les natures de placements. »

Faisant application de ces idées, les Cours et les Tribunaux ont souvent autorisé le emploi en Rentes soit des sommes dotales, soit des sommes dont le placement ou le emploi en immeubles était autorisé ou prescrit par des contrats et par la loi elle-même comme dans les articles 1067 et 1558 du Code civil (1). Cependant, quelquefois aussi les Cours et Tribunaux se prononçaient en sens contraire d'où ces paroles du rapporteur de la loi de Budget du 2 juillet 1862 : « en pareille matière, il est bon que le droit soit parfaitement déterminé ; c'est pour faire cesser ces doutes, que nous vous proposons d'insérer dans la loi des Finances un article portant que les sommes dont le placement ou le emploi en immeubles est prescrit ou autorisé par la loi, par un jugement, par un contrat ou par une disposition entre vifs ou testamentaires, peuvent, à moins de clauses contraires, être employées en rentes sur l'Etat. »

En fait, la loi du 2 juillet 1862 article 46, permet d'employer « en rentes 3 % de la Dette

(1) Caen, 13 nov. 1847. D. 1849, 2, 240.

française » les sommes dont « le placement ou le remploi en immeubles était prescrit ou autorisé par la loi à moins de clauses contraires ».

La loi du 16 septembre 1871 article 29 élargit les dispositions de la loi précitée, en les étendant aux rentes françaises de toute nature ; celle du 11 juin 1878 article 3 les applique aux rentes 3 % amortissables, type nouveau que le législateur venait de créer.

Le but poursuivi ainsi par le législateur a été de favoriser le crédit de l'Etat, et le placement des titres émis par lui en élargissant le marché. Notons d'ailleurs qu'il n'a pas voulu imposer le remploi en Rentes et qu'il est toujours possible aux personnes qui le désirent d'insérer dans les contrats de mariage une clause qui les prohiberait.

A l'appui de la coutume, on peut encore citer l'article 15, alinéa 4 de la loi du 27 juin 1904, sur le service des enfants assistés, modifié par celle du 18 décembre 1906, aux termes duquel les fonds appartenant à ces enfants sont placés soit à la Caisse nationale d'épargne, soit aux caisses d'épargne ordinaires, soit en rentes sur l'Etat.

Enfin, notons que la loi du 20 juillet 1895, art. 1^{er}, sur l'emploi des fonds déposés aux Caisses d'épargne, prescrit que ces fonds devront être « obligatoirement employés en valeurs de l'Etat

ou jouissant de la garantie de l'Etat, en obligations négociables et entièrement libérées des communes, des chambres de commerce, en obligations foncières et communales du Crédit Foncier. » Les fonds appartenant aux établissements publics, d'autre part, aux établissements hospitaliers en particulier, sont presque toujours convertis en rentes françaises (1).

Nous avons vu précédemment que les deniers pupillaires étaient aussi employés, mais plus rarement cependant, en obligations des grandes compagnies de chemins de fer français et du Crédit Foncier de France.

Pourquoi ces titres plutôt que d'autres ?

Envisageons tout d'abord le premier groupe de ces valeurs, c'est-à-dire les obligations de chemins de fer.

Leur choix s'explique sans doute par ce fait, que l'Etat, en vertu des conventions de 1883, s'est engagé à garantir l'intérêt et l'amortissement de ces obligations. La loi du 9 mars 1923, l'a rappelé dans son article unique ainsi conçu : « Les obligations de la Compagnie des chemins de fer du Nord, de la Compagnie du chemin de fer de

(1) Sur l'emploi des fonds des Universités et des Facultés, il existe une instruction générale sur le Service de comptabilité du 20 juin 1859, art. 861, renvoyant à une loi du 20 mars 1813. Cette loi de 1813, paraît être une loi de circonstances motivée par les difficultés financières dues aux guerres de l'Empire. Elle prescrivait la vente de certains biens communaux par les soins de l'Administration des Domaines au profit de l'Etat. L'Administration devait remettre en paiement à la commune cédante, des inscriptions de rente 5 % sur l'Etat.

Paris à Lyon et à la Méditerranée, de la Compagnie de Paris à Orléans, de la Compagnie du Midi, du syndicat du chemin de fer de Grande Ceinture de Paris, de l'administration des chemins de fer de l'Etat et du réseau d'Alsace et de Lorraine, sont comprises au nombre des valeurs admises pour tous emplois et remplois de fonds en valeurs garanties par l'Etat. »

Si cette solution était en effet traditionnellement admise sous l'empire des conventions de 1883, elle pouvait paraître douteuse depuis la convention du 28 juin 1921 qui a établi la solidarité financière de ces réseaux, et constitué un fonds qui répond du déficit de l'un ou de l'autre d'entre eux. Il en résulte aujourd'hui en effet, que le Trésor est tenu seulement de faire les avances nécessaires au fonds commun au cas d'insuffisance. L'Etat n'est donc plus directement garant des valeurs de chemins de fer ; sa garantie n'est qu'indirecte. Aussi était-il permis de se demander si l'expression « fonds garantis par l'Etat » pouvait encore s'appliquer à ces obligations. La loi du 9 mars 1923 a eu précisément pour but de dissiper toute équivoque.

Quant aux obligations du Crédit Foncier de France, nous estimons que leur choix tient à ce que cet établissement est devenu une de nos grandes institutions financières et que les opérations

qu'il consent, présentent pour les obligataires le maximum de sécurité.

Son but est de prêter aux propriétaires d'immeubles, des sommes remboursables soit à long terme par annuités, soit au contraire à court terme et sans amortissement. Les fonds nécessaires à ces opérations lui sont fournis par l'émission d'obligations dites foncières. Or ces obligations présentent une sécurité exceptionnelle, puisque les prêts consentis par cet établissement, ne sont faits que sur première hypothèque et jusqu'à concurrence de la moitié de la valeur de l'immeuble hypothéqué. Des règles très rigoureuses sont d'autre part suivies en ce qui concerne le choix de ces immeubles.

Ces obligations sont de plus garanties par un fonds de réserve composé de l'accumulation des sommes produites par le prélèvement annuel opéré sur les bénéfices, en exécution de l'article 89 des statuts.

Le Crédit Foncier a été également autorisé à prêter aux départements, aux communes et aux associations syndicales et par suite, pour faciliter la réalisation de ces prêts, à émettre en représentation de leur valeur des obligations dites communales par opposition aux premières. La sécurité que présentent ces obligations est également incontestable. Si en effet, les communes et les départements n'apportent pas de gages hypothé-

caires, elles ont des garanties équivalentes. « Il n'y a pas d'exemples, lit-on dans l'exposé des motifs de la loi du 16 juillet 1860 que les communes et les départements et associations syndicales, aient manqué à leurs engagements sous un gouvernement régulier. Des retards dans le paiement peuvent sans doute être éprouvés, car les créanciers ne peuvent poursuivre les communes ; c'est au Gouvernement à faire exécuter le paiement et le Crédit Foncier est organisé de manière à ce que ces retards ne puissent causer aucun embarras ». Ces obligations d'autre part, jouissent des mêmes droits et privilèges que les obligations foncières.

Dans ces conditions, on s'explique que ces titres aient attiré l'attention des tuteurs et des conseils de famille, à qui d'ailleurs le législateur les a signalés dans les articles 5 et 46 du décret du 28 février 1852, où il est dit qu'ils « peuvent servir d'emploi et de remploi aux fonds des incapables ».

En résumé, nous pouvons dire que si, d'ordinaire les deniers pupillaires sont employés en rentes françaises, obligations des grandes compagnies de chemins de fer français et du Crédit Foncier, cela tient à la sécurité que ces valeurs présentent en principe par rapport aux autres.

D'une façon générale, la préférence dont elles jouissent, peut aussi s'expliquer par l'incurie des

membres du conseil de famille. La plupart d'entre eux habituellement paraissent se désintéresser tout à fait de cette question d'emploi sur laquelle d'ailleurs on ne les invite pas toujours à délibérer, contrairement à ce qui devrait avoir lieu comme nous l'avons vu plus haut. Il en résulte que dans la pratique, on se contente d'insérer dans la délibération une clause de style qui prescrit que les fonds disponibles appartenant au mineur seront employés « conformément aux dispositions de la loi du 27 février 1880 » c'est-à-dire en se référant aux règles énoncées par cette loi.

En présence de cette clause, le tuteur le plus souvent s'adresse à un notaire en le chargeant d'effectuer lui-même l'opération, et ce dernier, devenant ainsi mandataire du tuteur, étant par suite responsable dans les termes du droit commun et cherchant avant tout à ne pas être assigné plus tard en dommages intérêts pour mauvais placement, ne saurait mieux garantir sa sécurité qu'en acquérant les valeurs que nous avons précédemment indiquées.

L'usage d'employer les deniers pupillaires à peu près uniquement en valeurs mobilières et non pas en immeubles semble devoir se justifier par les avantages que présentent celles-ci. Citons tout d'abord la modicité des frais de négociation. La fréquence des transactions dont elles sont l'ob-

jet, l'aisance avec laquelle elles s'effectuent permettent de fixer les frais d'achat et de vente à un tarif extrêmement minime. Ces frais se résument dans l'impôt sur les opérations de Bourse qui est aujourd'hui de 1 0/00 ou fraction de 1.000 francs du montant de la négociation, pour toutes les valeurs au comptant à l'exception des rentes françaises, dont le taux est réduit à 0,0125 0/00, et dans le droit de courtage ; celui-ci s'élève à 1,50 0/00° pour les rentes françaises, obligations décennales et sexennales, et à 2 0/00 pour les valeurs gagées par l'Etat. De sorte que l'ensemble des frais ne grève que dans une mesure très faible les transactions se rapportant aux valeurs mobilières : soit 1 fr. 5.125 par 1.000 francs de capital négocié pour les rentes françaises, 3 fr. pour les autres valeurs du Parquet. Il y a là évidemment un avantage très appréciable comparativement aux 13 à 23 % de frais que supportent les acquisitions d'immeubles.

L'acquisition de valeurs mobilières d'autre part, qu'elle soit faite par l'intermédiaire d'un notaire ou par le tuteur lui-même après autorisation du conseil de famille, ne demande qu'un minimum de formalités. Contrairement à ce qui se passe pour les propriétés, il y a toujours, du moins en ce qui concerne les principales valeurs cotées, au nombre desquelles se trouvent celles

dont nous venons de parler, des acheteurs et des vendeurs désireux d'effectuer des transactions à des cours peu différents.

Un achat d'immeuble est au contraire chose fort longue et fort délicate. Cet immeuble en effet, il faut d'abord le trouver, le faire estimer. Une fois l'opération conclue, il faudra songer à le louer ; que l'on n'oublie pas les réparations peut-être coûteuses qui un jour ou l'autre deviendront nécessaires, l'impôt foncier, les primes d'assurance. Le recouvrement des loyers, des fermages enfin, n'est pas toujours très régulier et entraîne souvent des ennuis. Au contraire, si l'on excepte les périodes de crise, heureusement limitées, ou quelques circonstances spéciales, le possesseur de titres de premier ordre est presque toujours assuré d'en toucher les coupons à l'échéance normale. Les banques les paient à présentation et gratuitement si le service en est domicilié à leurs guichets.

Nous verrons plus loin cependant ce qu'il convient de penser de cet usage qui consiste à employer en totalité les disponibilités des mineurs en valeurs mobilières.

SECTION III

Des résultats obtenus en matière de placement des fonds pupillaires, en se conformant aux règles coutumières

Nous savons maintenant, quelle est la nature des biens qui d'une façon générale sont acquis en

emploi ou remploi des deniers des mineurs en tutelle. Il ne nous reste plus qu'à juger cette pratique en nous demandant si les résultats qu'elle a donnés et donne encore aujourd'hui correspondent au but poursuivi. Les tuteurs et les conseils de famille attachent, comme nous le savons, plus de prix à la conservation des capitaux du pupille qu'à l'encaissement de gros revenus. C'est une méthode judicieuse que pour notre part nous approuvons. Mais à l'époque troublée où nous vivons, est-il possible de conserver intacte une fortune exclusivement employée en ces titres dans lesquels précisément ceux qui ont la charge de veiller aux intérêts des mineurs, mettent toute leur confiance ?

C'est à cette question que nous allons nous efforcer de répondre, en étudiant les résultats qu'a donnés cette pratique pendant la guerre et les années qui l'ont immédiatement suivies, et ceux qu'elle donne à l'heure actuelle.

A la veille de la guerre, on considérait la rente française comme étant la valeur la plus stable, la plus sérieuse du marché français. Elle était à la base de la plupart des portefeuilles et inspirait la plus grande confiance. Le crédit de notre pays était en effet des plus solides et l'étendue de son marché permettait à tout détenteur de Rentes de réaliser son titre sans difficulté et à peu près sans perte, les variations de cours étant presque insi-

gnifiantes. Les obligations du Crédit Foncier et des grandes compagnies de chemins de fer jouissaient d'une égale faveur, c'était là des valeurs de père de famille dont l'ensemble en 1910 représentait 72,35 % des valeurs françaises cotées au marché officiel de la Bourse de Paris (1).

L'attraction particulière qu'elles exerçaient alors tenait essentiellement à l'état d'esprit de l'épargnant. Abandonné à ses occupations professionnelles, peu au courant des opérations financières, n'ayant pas cet esprit de spéculation qui s'est manifesté depuis la guerre, l'épargnant désirait avant tout, pour ses économies, un placement susceptible de procurer un revenu raisonnable sans lui donner de soucis. Seules, les valeurs de père de famille, comme on les appelait alors, répondaient à ces exigences. Le débiteur jouissait d'un crédit excellent, la monnaie dans laquelle ces titres étaient libellés était stable.

La pratique alors suivie en matière d'emploi des deniers pupillaires donnait de très bons résultats. Le mineur était à peu près sûr de conserver intact son capital initial, tout en en retirant un revenu satisfaisant. Les conversions d'autre part étaient excessivement rares.

(1) A. NEYMARCK. *La statistique internationale des valeurs mobilières* 1911. 9^e Rapport, page 86.

§ 1. — LES PLACEMENTS PUPILLAIRES
DE 1914 A 1918

Survint la guerre. Si durant les deux premières années, 1914 et 1915, la Bourse enregistre une chute générale et profonde s'exerçant sur les valeurs de toute nature, actions et obligations, ces dernières toutefois continuèrent dans la suite à être affectées par la baisse. C'était la conséquence logique des émissions continuelles d'emprunts de l'Etat à des taux d'intérêts élevés. Pour faire face aux dépenses nécessitées par les hostilités et subvenir aux dépenses courantes — la rentrée des impôts ne s'opérait pas en effet d'une façon normale, les départements du Nord et de l'Est qui comptent parmi les plus riches étaient envahis — l'Etat se vit dans l'obligation d'émettre quatre grands emprunts : Emprunts 5 % 1915 ; 5 % 1916 ; 4 % 1917 ; 4 % 1918 qui produisirent au total 52.636 millions.

Mais il dût pratiquer une politique de l'argent cher car il fallait avant tout assurer le succès de ces émissions ; les sacrifices en argent importaient peu. C'est ainsi que le taux de 3 % courant avant la guerre s'éleva à 6 % et même 7 %. Le premier emprunt de guerre émis en novembre 1915, fut du type 5 % perpétuel, émis au prix de 87,25, ce qui donnait un rendement réel de 5,68 %. L'emprunt de 1916 fut négocié à peu près aux

mêmes conditions. En 1917 l'Etat ne donnait plus qu'un intérêt de 4 %, mais ce taux s'élevait en réalité à 5,83 %, c'est-à-dire qu'il était supérieur à celui des emprunts précédents, car le titre de 100 francs était émis à 68,80. En 1920 il émet à 100 francs des titres rapportant un intérêt de 5 % mais remboursables à 150 ce qui, compte tenu de l'amortissement, élève le taux à 5,70 %. Enfin en novembre de la même année il emprunte à 6 %.

Comme il fallait s'y attendre, cette hausse du taux de l'intérêt eut des répercussions fâcheuses sur le cours des valeurs dont le revenu était inférieur. Ces titres subirent en effet une baisse en capital pour se mettre à la parité d'intérêt des nouveaux. C'est le phénomène que l'on vit se produire à l'émission de chacun des emprunts de la Défense nationale, lorsqu'elle se faisait à un taux supérieur à celui de la précédente.

D'une façon générale, si l'on compare les cours cotés entre 1914 et 1918, on voit que la rente 3 % par exemple se négociait à la fin des hostilités avec une perte de 20 % sur son cours de juillet 1914. Les obligations des chemins de fer français commencent également à être affectées par la baisse ; leurs cours s'effritent dans une proportion de 10 à 12 %. Les fonds amortissables ont en général perdu moins de terrain, car la prime

de remboursement qui croît au fur et à mesure que les cours baissent fait ainsi œuvre de parachute. C'est pour cette raison que certains types d'obligations des séries anciennes du Crédit Foncier de France, comportant de nombreux lots, n'ont pas éprouvé de baisse sensible par rapport à leurs cours d'avant guerre, qu'ils ont retrouvés ou peut s'en faut dès 1918. Ce fut le cas des Communales 1879 et 1880 ; des cinquièmes Communale 1879 et des Foncières 1879.

Telle était, à la fin des hostilités, la dépréciation subie par un portefeuille exclusivement composé d'obligations. Tel était également le sort réservé aux placements qui avaient été faits avec les deniers pupillaires.

Il nous est possible d'évaluer cette dépréciation à 15 % environ du capital engagé ; perte évidemment sensible, mais si l'on songe cependant à l'épouvantable cataclysme qui venait de jeter la ruine et la désolation dans notre pays, la situation financière des mineurs pouvait légitimement faire des envieux. Combien de Français, en effet dont la fortune qui était convertie en fonds d'Etat de certains pays étrangers, allaient se trouver entièrement ruinés ! Et puis, la guerre terminée, la confiance renaissant, il semblait que tout allait aller désormais pour le mieux et qu'il ne resterait bientôt plus que le souvenir des mauvais jours passés.

En somme la politique suivie en matière de placement des deniers pupillaires s'avérait assez heureuse, et l'on pouvait considérer que le tuteur qui avait fait confiance aux usages consacrés par la pratique, avait administré les intérêts qui lui étaient confiés, en bon père de famille.

Un exemple très simple nous permettra de nous rendre compte effectivement de la véracité de l'opinion que nous avançons. Soit un mineur âgé de sept ans en 1913 et dont la fortune se montait alors à 200.000 francs. Conformément à l'usage celle-ci fut employée de la façon suivante :

2.493 francs de rente 3 % perpétuelle à 84.17, 69.943 francs ;

2.353 francs de rente 3 % amortissable à 89,25, 70.000 francs ;

77 obligations P.L.M. 3 % fusion ancienne à 392, 30.184 francs ;

62 obligations Communales 1880 à 485, 30.070 francs.

Les cours que nous avons pris pour base sont ceux du 15 juillet 1913.

Cinq ans plus tard, le 15 juillet 1918, ces mêmes titres formaient un capital de 168.502, 63 francs, se décomposant ainsi, 2.493 francs de rente 3 % perpétuelle à 61,80, 51.355,80 francs ; 2.353 francs de rente 3 % amortissable à 77,50,

60.785,83 francs ; 77 obligations P.L.M. 3 % fusion ancienne à 335, 25.795 francs ; 62 obligations Communales 1880 à 493, 30.566 francs. La perte en capital, par rapport au cours de 1913, est alors d'environ 17 %.

Après 1918, quel allait être le sort des porteurs d'obligations ?

§ 2. — LES PLACEMENTS PUPILLAIRES
APRÈS LA GUERRE
DE 1919 A 1926 EN PARTICULIER

Nous avons vu précédemment que durant les hostilités, l'Etat avait emprunté à un taux sans cesse croissant, qui de 3 % en 1913 s'était élevé successivement à 4 %, 5 %, 6 %. Les hostilités terminées, il continua la politique qu'il avait suivie jusqu'alors. C'est ainsi qu'en 1920 un emprunt 5 % amortissable fut émis à 100 francs mais remboursable à 150 francs, c'est-à-dire avec une prime de 50 %, ce qui portait en réalité l'intérêt à 5,70 % compte tenu de l'amortissement. Enfin en novembre de la même année, l'Etat empruntait officiellement à 6 %, émettait en 1921 des Bons du Trésor à 6 % intérêts payables d'avance, en 1924 pareillement des Bons du Trésor 5 % remboursables dans 10 ans à 750 francs soit avec une prime de 250 francs.

En 1926 nouvelle émission de Bons du Trésor

7 % de 500 francs remboursables en 10 ans à 525 francs. En 1927 émission de Bons du Trésor 7 % de 500 francs remboursables en 15 ans à 550 francs.

Les entreprises privées de leur côté durent, elles aussi pour se procurer des capitaux, subir les conditions du marché et par suite offrir un intérêt élevé, égal sinon supérieur à celui servi par l'Etat puisque dans ce dernier cas les titres étaient émis nets de tous impôts présents et futurs.

Cette hausse du loyer de l'argent tenait à la fois aux besoins pressants de l'Etat et à la baisse de notre monnaie. En effet, comme l'a observé M. Lescure (1), en période de crise monétaire les variations du taux de l'intérêt, ne sont plus déterminées par l'offre et la demande de capitaux mais elles sont influencées par le cours des changes et le niveau général des prix.

Par crainte de la dépréciation des valeurs à revenu fixe, le public tendit à les désertier, aussi l'Etat ayant besoin de sommes importantes, se trouva-t-il dans l'obligation d'offrir un intérêt qui fût susceptible de sauvegarder le revenu réel contre les dépréciations possibles de l'unité monétaire. Si bien, qu'en plus de l'intérêt nor-

(1) *Revue d'Economie Politique*. Mars-Avril 1923, p. 863 et s.

mal, une prime d'assurance vint pour ainsi dire s'incorporer au loyer de l'argent.

Dès lors, quelles furent sur le cours des valeurs, les conséquences de l'augmentation du taux de l'intérêt ? Ce furent, en ce qui concerne les valeurs à revenu fixe, celles que nous avons observées précédemment pendant la période de guerre, mais amplifiées, et que M. Germain Martin (1) a traduit en ces termes : « plus le taux de l'intérêt s'élève, plus le stock de valeurs à revenu fixe préexistant est déprécié ».

Si en effet sur le marché financier, on offre des titres à 6 %, toutes les valeurs dont l'intérêt est moindre baissent automatiquement, de façon à ce que leur revenu s'établisse à la parité des nouveaux titres. Des obligations 6 % étant émises à 500 francs, les titres anciens de taux inférieur s'établiront en principe aux cours suivants : Type 5 % 415 ; Type 4 % 320 ; Type 3 % 250.

Mais il ne faut pas oublier également que la dépréciation des titres était alors d'autant plus sensible que leur valeur cotée était exprimée non plus en francs or comme en 1914, mais en francs papier. Depuis 1921 en effet, le franc n'a cessé de baisser. En 1921, 100 francs papier ne valaient

(1) GERMAIN-MARTIN, *Les Finances Publiques de la France et la fortune privée*, page 360.

plus que 43 francs or ; puis 34 à la fin de 1922, 25 en 1923, 20 enfin dans les derniers jours de 1925. Simples droits de créance, libellés en une monnaie qui allait se dépréciant, les rentes françaises comme toutes les valeurs à revenu fixe suivirent la même courbe descendante.

Outre les pertes en capital, les rentiers et obligataires ont vu par suite de la diminution de la puissance d'achat de l'unité monétaire, leurs revenus baisser. Certes, ils recevaient en principe le même intérêt que jadis, mais avec les 3 francs d'une obligation rapportant 3 % en 1913, ils n'eurent plus que la capacité d'achat de 0 fr. 60 d'avant guerre.

Nous avons envisagé plus haut quelle était à la fin des hostilités la fortune d'un mineur, qui en 1913 se trouvait posséder un capital de 200.000 francs employé en totalité en valeurs dites de père de famille. Nous avons vu que ce capital était tombé en juillet 1918 à 168.502,63 francs, et nous avons conclu que la pratique habituellement suivie en matière d'emploi ou de remploi des deniers pupillaires s'avérait alors comme assez satisfaisante. Au milieu des événements dans lesquels se débattait notre pays, il était difficile de mieux faire. En 1913 notre mineur avait sept ans ; en 1926 il approche de sa vingt-et-unième année et est encore en tutelle. Si nous supposons que les valeurs qu'il avait en portefeuille en 1913

sont toujours les mêmes en 1926 (c'est d'ailleurs là l'expression de ce qui se passe en réalité dans presque toutes les tutelles où les valeurs acquises à l'ouverture de celles-ci ou postérieurement, sont conservées jusqu'à l'arrivée du pupille à sa majorité), quelle est à cette époque l'importance de son patrimoine ?

L'inventaire s'en établit ainsi au 15 juillet 1926 :

2.493 francs de rente 3 % perpétuelle à 45,12, 37.494,72 francs ; 2.353 francs de rente 3 % amortissable à 59,70, 46.824,70 frs ; 77 obligations P.L.M. 3 % fusion ancienne à 200,25, 15.419,25 francs ; 62 obligations Communales 1880 à 437,50, 27.125 francs, ce qui donne au total, un capital de 126.863,67 francs.

Dès lors, la fortune du mineur qui s'élevait en 1913 à 200.000 francs est successivement tombée à 168.502 francs, cinq ans plus tard, en 1918, et à 126.863 en 1926. Notons d'ailleurs qu'en 1926 la valeur du franc n'est plus que le cinquième de ce qu'elle était avant guerre ce qui en réalité nous donne un capital de 25.372 francs.

Est-ce à dire que tous les épargnants, dont la fortune en 1914 était placée en valeurs françaises à revenu fixe et plus spécialement en valeurs de père de famille, se soient trouvés en 1926 ou dans les années précédentes dans la situation désas-

treuse qui fut celle de la plupart des mineurs en tutelle ?

Certainement non. Suivant les époques en effet, suivant les circonstances, les valeurs à revenu fixe et à revenu variable jouissent d'une faveur différente. C'est un phénomène qui ne peut échapper à personne.

Or d'une façon générale, avant 1914, le public donnait sa préférence aux obligations, mais la dépréciation continue de celles-ci à l'époque qui nous intéresse, l'incita à s'en défaire et à acquérir des actions, c'est-à-dire des valeurs à revenu variable, à tel point que ces dernières furent à certain moment l'objet d'un véritable engouement de sa part. L'obligation n'est plus à leurs yeux un placement de père de famille mais un titre qui est dévoré par la baisse du franc. Il en est de même pour les fonds d'Etat. Les sociétés préféraient d'ailleurs les émissions d'actions aux émissions d'obligations qui, par suite de l'intérêt exigé, étaient fort onéreuses. Si l'obligation n'est qu'un simple droit de créance, l'action, représentative de richesses fongibles, est au contraire une valeur réelle. C'est une part de l'actif de la société et par suite dans une période de crise monétaire, elle échappe dans une certaine mesure à la dépréciation. L'inflation d'autre part, il ne faut pas l'oublier, a pour résultat de stimuler l'activité industrielle. Les bénéfices des entreprises

augmentant, les cours des actions s'élèvent, de sorte que ces valeurs réelles furent en quelque sorte un refuge contre les résultats néfastes de la chute du franc.

Libellées en une monnaie appréciée, les valeurs étrangères furent elles aussi un refuge contre la dépréciation de notre monnaie. Par suite nombreux furent ceux qui se jetèrent à cette époque sur cette catégorie de titres dont les cours cotés à Paris en francs papier suivirent la courbe ascendante des changes.

La tableau suivant des cours des actions de quelques grandes sociétés françaises et étrangères nous permet de comparer la hausse des valeurs à revenu variable de 1919 à 1926. Notons cependant que les plus values nominales ne compensent pas en général la perte subie par notre unité monétaire par rapport à l'or.

Cours moyens : années	1913	1919	1926
Banque de France	4.274	5.687	12.975
Crédit Foncier de France	797	867	1.670
Télégraphes du Nord	851	983	2.434
Rio Tinto	1.588	1.763	6.197
Suez (action de capital de 500 frs) de 250 francs	5.414	5.779	14.015 titres
Crédit Foncier Franco Canadien .. de 1924	727	1.070	4.557 cours
			8.400 cours
du 31 déc. 1925.			

A la même époque, les bons de la Défense nationale jouirent également d'une grande faveur ; devant la baisse continue de notre devise et corré-

lativement des rentes et des valeurs à revenu fixe, nombreux furent ceux qui souscrivirent à ces bons qui leur permettaient de retrouver intégralement à l'échéance le capital engagé, tout en recevant un intérêt appréciable.

Enfin les placements immobiliers, à partir de 1919 furent très recherchés et avec juste raison puisqu'ils constituaient un refuge assuré contre la chute de notre monnaie.

En résumé, nous pouvons conclure de cette étude rapide des conséquences de l'inflation que l'épargnant prudent dont la fortune était exclusivement employée en rentes françaises, en obligations et en particulier en valeurs dites de père de famille qui par leur définition même étaient susceptibles de procurer la sécurité la plus complète, fut le plus durement frappé.

Les mineurs en tutelle, pour qui c'était ordinairement le cas, en furent les premières et innocentes victimes.

§ 3. — LES MINEURS ET LA CONVERSION DES RENTES DE SEPTEMBRE 1932

Victimes pleines d'intérêt cependant, les mineurs le sont encore aujourd'hui par suite de la conversion des rentes.

En effet, en vertu de la loi du 17 septembre

1932 et du décret du même jour, il fut procédé à la conversion des rentes 5 % 1915-1916 ; 6 % 1920 ; 6 % 1927 et 5 % 1928, des obligations du Trésor 6 % 1927 et des bons du Trésor 7 % 1927 en rentes 4 1/2 %. Il est évident que les tuteurs, pour leur tranquillité personnelle, ayant accepté la conversion, leurs pupilles perdirent à cette opération le quart ou le tiers de leur revenu ; quelques mois plus tard en mars 1933, le capital des rentes nouvelles 4 1/2 % accusait un fléchissement de plus de 10 % sur le cours d'émission.

Enfin et c'est là un trait caractéristique de ce que la conversion eut de funeste pour les intérêts de ceux dont nous défendons la cause, l'administration des P.T.T. a procédé le 6 février 1933 à une émission d'obligations 4 1/2 % exemptes de tous impôts présents et futurs au prix de 910 francs par obligation de 1.000 francs, ce qui fait ressortir un taux d'intérêt de 4,95 % non compris la prime de remboursement. Quant à la sécurité, ces titres présentent une garantie absolue puisque « les sommes nécessaires aux services de leurs intérêts et de leur amortissement figurent chaque année à la première section du budget annexe des P.T.T. et sont votées par le Parlement au même titre que toutes les dépenses de l'Etat ; leur service serait en cas de besoin, assuré par le Trésor Public et le budget général

de l'Etat dans les conditions prévues par les articles 70 et 74 de la loi du 30 juin 1923 ».

Le préjudice subi par les mineurs pour le compte de qui la conversion a été acceptée est également mis en lumière par l'émission de rentes 4 1/2 % émises à 98,50 et remboursables à 150 frs, à laquelle l'Etat a procédé en vertu des décret et arrêté du 10 mars 1933.

Notons aussi que la conversion des emprunts des collectivités locales est à l'ordre du jour et que ce serait une mesure néfaste pour les mineurs puisqu'à l'heure actuelle ces emprunts présentent un revenu intéressant en même temps qu'une sécurité manifeste. En effet, au début de février 1933, M. Paul Gruet, député, a déposé au nom de la Commission de l'Administration un rapport favorable à la proposition de résolution de M. André Grisoni et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le gouvernement à saisir dans le plus bref délai, le Parlement d'un projet de loi permettant aux départements, aux communes, aux établissements publics et d'utilité publique de convertir leurs emprunts. La Commission a conclu en faveur de la conversion, dans un délai d'un an, des emprunts contractés à un taux supérieur à 4 1/2 %.

Les développements que nous venons de consacrer à cette catégorie spéciale de valeurs qui

rencontrent une si grande faveur, comme nous l'avons vu, auprès des tuteurs et des conseils de famille ne nous permettent pas de considérer celles-ci, comme susceptibles de mériter aujourd'hui l'attention particulière dont elles étaient l'objet avant guerre. Si à cette époque, l'emploi exclusif des deniers pupillaires en rentes françaises, obligations de chemins de fer et du Crédit Foncier, et nous insistons sur le mot exclusif, permettait la réalisation de ce qui doit être l'idéal de tout tuteur : conserver intact le capital initial dont il a la gestion, il ne nous est plus permis maintenant, à la lumière des événements, d'accorder notre confiance à cette méthode.

Elle viole incontestablement un grand principe dont l'observation, à l'époque troublée où nous vivons, se recommande avant tout, celui de la répartition des risques et qu'un vieux dicton populaire énonce en ces termes : « Ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier ».

Quelle doit être alors la ligne de conduite des administrateurs du patrimoine des incapables ? Ce sera là l'objet de la troisième partie de cet ouvrage.

CHAPITRE III

De quelques mesures susceptibles d'améliorer le sort des mineurs en ce qui concerne la gestion de leur patrimoine

S'il est facile de faire le procès de la pratique habituellement suivie en matière d'emploi ou de remploi des deniers pupillaires, nous n'avons pas l'intention, après avoir examiné le mal, de nous borner à le déplorer.

Est-il possible de réagir contre cette pratique et comment, voici ce dont il nous faut parler.

« Pour gérer un portefeuille à une époque où les conditions d'ensemble et de détail des divers placements changent si rapidement, il faut avec un esprit dégagé de toute routine, une science exclusivement variée et constamment à jour » a écrit M. Charles Rist dans la préface à « la gestion des Valeurs mobilières » de Marcel Cavelier (1).

Gérer une fortune est en effet un art et non une science. Les différentes lois qui prescrivent le remploi obligatoire des fonds appartenant aux

(1) CAVELIER, *La gestion des fortunes mobilières*, Paris, 1926.

communes, établissements publics, etc... en rentes sur l'Etat, n'ont pas prétendu imposer autre chose aux administrateurs de ces collectivités, qu'une clause destinée à garantir leur avoir contre les dépréciations. On ne prévoyait pas alors l'inflation d'après guerre et ses funestes conséquences.

Au début de notre siècle, les économistes les plus réputés recommandaient les placements en valeurs à revenu fixe et en fonds d'Etat, comme présentant le maximum de sécurité. Paul Leroy-Beaulieu dans « l'Art de placer et gérer sa fortune » jugeait que « les petits et moyens portefeuilles doivent faire des fonds publics nationaux et des obligations des grands chemins de fer français... la base principale de leurs placements ».

Alfred Neymarck (1) enfin, à la veille de la guerre dans un ouvrage analogue à celui de Leroy-Beaulieu, divisait les capitalistes et rentiers en quatre classes suivant l'importance de leur fortune et suivant leurs conditions sociales. Sauf pour la classe la plus riche à laquelle il accordait 25 % de titres étrangers, le barème de placement des trois autres classes comprenait une proportion de 85 à 100 % de titres français. Or à la fin de

(1) A. NEYMARCK. *Que doit-on faire de son argent ?* (1913).

1925, ces titres avaient perdu 85 à 90 % de leur valeur or sur celle de 1913.

Nous avons vu au contraire, qu'après la guerre lors de l'inflation, on avait assisté à une véritable ruée sur les actions et les valeurs à change.

Ces quelques développements suffisent à montrer les difficultés auxquelles l'on se heurte lorsqu'il s'agit de placer des capitaux et l'impossibilité d'élaborer en cette matière des règles par trop restrictives qui s'imposeraient à l'observation des tuteurs et des membres des conseils de famille.

SECTION I

Nécessité de l'application du principe de la division des risques dans la gestion du patrimoine des mineurs

La répartition des risques est, nous l'avons vu, un des grands principes qui ne doivent jamais être perdus de vue par ceux qui ont la gestion d'une fortune mobilière.

« A l'origine de toute ruine ou de tout appauvrissement évitable, on découvre a-t-on dit, une répartition inexistante, insuffisante ou erronée des risques de placement » (1).

(1) F. MIRON. *Ce que tout épargnant doit savoir*. L' « Information », XIX, 16 février 1932.

Voir sur la gestion des fortunes mobilières :

Paul LEROY-BEAULIEU, *L'Art de placer et de gérer sa fortune*, 1906.

F. MIRON, *Ce que tout épargnant doit savoir*. L' « Information », 4, 11, 17, 23, 29 novembre, 2, 7, 9, 15, 20, 28, 30 décembre 1932, 7, 14, 24; 31 janvier, 9, 16 février 1933.

Alfred NEYMARCK, *Que doit-on faire de son argent?* (1913) et *Finances Contemporaines*.

Marcel CAVELIER, *La Gestion des Fortunes Mobilières*. Préface de M. Charles RIST. (1926).

BAINVILLE. *Comment placer sa fortune*. Paris 1919.

§ 1. — RAISONS POUR LESQUELLES
LES ACTIONS NE DOIVENT PAS TROUVER PLACE
DANS LE PORTEFEUILLE D'UN MINEUR

L'un des principes dont se plaît à recommander l'observation lorsqu'il s'agit de l'administration d'un patrimoine mobilier, consiste à faire, à côté des obligations une certaine place aux actions. Ce principe est-il défendable dans le cas spécial qui nous intéresse, c'est-à-dire en présence de mineurs ? Avant de prendre parti, il nous suffira de rappeler brièvement les caractères essentiels de ces deux catégories de titres.

L'obligation représente une créance contre un Etat, une société. L'obligataire par suite a droit tout d'abord à un intérêt, rémunération fixe en principe, payable à des dates invariables, ordinairement par semestre. Il a droit d'autre part au remboursement du capital prêté, à la date fixée par le contrat, celle-ci pouvant être déterminée ou aléatoire dans le cas de tirage au sort.

L'action est au contraire une part d'associé ; elle confère à l'actionnaire certains droits ; droit à une part des bénéfices réalisés par la société en cours de fonctionnement, mais ici contrairement à ce qui existe pour les obligations, cette répartition est subordonnée à la condition qu'il y ait des bénéfices, d'où par conséquent un dividende incertain. Ce dividende qui pourra être très

important en période de prospérité, sera parfois inexistant en temps de crise. Le droit au remboursement des apports est aussi des plus aléatoires, puisque ce remboursement n'aura lieu le plus souvent qu'à la dissolution de la société, et en tout cas qu'après paiement des créanciers sociaux, autrement dit des obligataires. Remarquons d'ailleurs que les sociétés importantes ne se dissolvant pas, il serait vain d'acheter des actions en espérant plus tard obtenir lors de la dissolution le remboursement du capital initial et au cas de bénéfices importants, une part du surplus d'actif. La richesse de la société se manifestera plutôt par une augmentation du cours des actions qui permettra de profiter de la prospérité de l'entreprise.

Ces quelques considérations nous permettent d'éliminer en principe les actions du portefeuille d'un mineur en tutelle ; nous avons consulté sur la question des Juges de Paix, des notaires qui tous ont été d'accord pour rejeter délibérément ce genre de valeurs, par suite du caractère plus ou moins spéculatif qu'elles présentent.

La réalisation de ces titres exige d'autre part, une décision rapide qui semble incompatible avec les formalités exigées à l'heure actuelle en matière de tutelle pour leur négociation, et, en admettant même que celles-ci soient simplifiées,

il est à craindre que l'esprit de spéculation aidant, l'on arrive à des résultats fâcheux pour le pupille.

Mais alors comment réagir contre le mal qui est celui du système ordinairement suivi pour les placements effectués pour le compte des mineurs en tutelle, comment réagir contre la non-division des risques que nous avons signalée ?

§ 2. — GARANTIES PRÉSENTÉES
PAR LES PRÊTS HYPOTHÉCAIRES
RÈGLES QU'IL CONVIENT D'OBSERVER
RIGOREUSEMENT

Il existe une catégorie de placements que les circonstances actuelles semblent devoir particulièrement indiquer à l'attention des tuteurs et des conseils de famille, nous voulons parler des prêts hypothécaires, dans lesquels le prêteur est garanti contre l'insolvabilité de l'emprunteur par une hypothèque portant sur un ou plusieurs immeubles appartenant à ce dernier. On dit dans ce cas que le prêteur bénéficie d'une sûreté réelle. Or le prêt hypothécaire est à peu près ignoré en tant que mode d'emploi des deniers pupillaires.

Il n'est pas douteux cependant, que l'emploi des fonds des mineurs en prêts hypothécaires judiciairement consentis, pourrait offrir de sérieux avantages. Nous croyons d'ailleurs en trouver la preuve dans ce fait que le Code civil allemand,

règlementant le placement des disponibilités des mineurs, indique dans l'article 1.806, en premier lieu « les créances garanties par une hypothèque sûre affectant des immeubles sis à l'intérieur » avant même « les créances sur l'Empire où un Etat confédéré » ou « les créances inscrites sur le Grand Livre de la Dette publique de l'Empire ou d'un Etat confédéré ». De même le législateur belge, dans la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, désigne expressément ce genre de placement comme emploi des deniers pupillaires.

Mais quand un prêt hypothécaire peut-il être déclaré judicieusement consenti ? Il faut évidemment tenir compte de l'intérêt du pupille en même temps que de celui du tuteur. Le tuteur responsable des placements effectués pour le compte de celui-ci, ne consentira à employer les deniers en prêts hypothécaires que si l'opération présente une sécurité suffisante. D'autre part nous ne pouvons les conseiller qu'autant qu'ils assurent au mineur une garantie sérieuse. Pour ce, nous croyons indispensable l'observation des deux grands principes suivants qui sont de règle d'ailleurs dans les prêts consentis par le Crédit Foncier de France.

En premier lieu, le prêt ne doit être fait que sur première hypothèque, puisque seule la première hypothèque a de la valeur. Si en effet elle absorbe tout le prix de l'immeuble, les créanciers

postérieurs risquent ainsi de ne pas être payés. La valeur de tels ou tels immeubles pouvant subitement baisser pour une cause ou pour une autre, cette précaution nous semble bien fondée.

En second lieu, le prêt ne doit pas excéder la moitié de la valeur de l'immeuble hypothéqué. Il peut arriver que ce ne soit même pas la moitié qui doive être considérée comme le maximum pour certaines propriétés et ainsi, nous ne faisons que nous conformer aux principes adoptés par le Crédit Foncier. Le maximum du prêt ne doit pas dépasser le tiers pour les vignes, bois et autres propriétés dont le revenu provient de plantations. Notons que le Crédit Foncier ne prête sur les bois et forêts qu'autant que les compagnies d'assurances veulent bien les assurer, règle dont il sera utile de s'inspirer. Il convient aussi d'éviter les prêts sur les usines ou tout au plus de n'en estimer le gage que pour la valeur des immeubles seulement, indépendamment du matériel susceptible de se détériorer rapidement ou d'être supplanté par un outillage plus perfectionné. Enfin, on ne doit prêter sur des immeubles qui peuvent être détruits par l'incendie qu'autant qu'ils auront été assurés pour toute la durée du prêt, auprès d'une compagnie présentant toute la sécurité désirable.

Nous estimons donc que le législateur français devrait subordonner l'emploi des deniers pupil-

lares en prêts hypothécaires, à l'observation de ces conditions, imitant en cela le législateur allemand qui dans le dernier alinéa de l'article 1806 du Code civil dispose que « les lois des pays confédérés peuvent pour les biens situés dans leur ressort établir les règles d'après lesquelles on doit apprécier la sûreté d'une hypothèque... »

De son côté le Code civil néerlandais, dans son article 44 déclare « que la valeur des biens fonds hypothéqués doit dépasser d'au moins un tiers la somme à employer... »

Ces règles étant suivies, les placements hypothécaires nous semblent présenter par rapport aux placements ordinairement pratiqués, un certain nombre d'avantages, dont le plus important est la conservation du capital engagé.

Lors de l'inflation, les porteurs de valeurs à revenu fixe subirent, nous l'avons vu, des pertes considérables en capital. Ils reçurent non seulement des francs papier à la place des francs or qu'ils avaient versés, ce dont devaient d'ailleurs également souffrir les créanciers hypothécaires, mais en plus ils furent loin de recouvrer intégralement le capital qu'ils avaient engagé, alors que ces derniers avaient du moins la satisfaction de recevoir à l'échéance du prêt le capital nominal qui avait été versé.

Il faut également reconnaître que les prêts hypothécaires procurent un intérêt en général su-

périeur à celui servi par les valeurs mobilières, ce que l'on aurait tort de négliger ; quant à la sécurité, elle ne saurait être plus complète si l'on se conforme aux dispositions que nous avons précédemment énoncées.

Certes, nous n'avons pas l'intention de méconnaître les critiques que les adversaires de ce mode de placement font à son encontre. Mais sont-elles réellement sérieuses ? Nous ne le croyons pas.

Le prêt hypothécaire dit-on en effet, est une opération complexe, délicate, qui nécessite de la part du tuteur une grande sagacité, lui demande beaucoup d'attention et exige du temps, alors que la pratique habituellement suivie en matière de placement de deniers pupillaires a le mérite de la simplicité.

A cela nous répondrons que quand un particulier cherche à faire un placement sur hypothèque, il s'en remet le plus souvent à un notaire pour trouver l'emprunteur et déterminer les conditions de l'opération.

Mais voici une objection qui paraît plus grave ; si pour une raison ou pour une autre le mineur se trouve dans l'obligation de réaliser sa créance hypothécaire, avant son échéance, il est à craindre qu'il ne puisse la céder qu'à un prix bien inférieur à sa valeur réelle.

A notre avis, le prêt hypothécaire tout d'abord ne doit pas être consenti pour une période supé-

rière à quatre ou cinq ans. D'autre part notre intention n'a jamais été de conseiller l'emploi intégral des deniers pupillaires en prêts hypothécaires, mais nous avons toujours supposé que le mineur possédait quelques titres ou tout au moins un livret de caisse d'épargne, de sorte que pour faire face à ces besoins imprévus, il aura la possibilité d'opérer un retrait de fonds ou de négocier quelques-uns de ces titres. Au cas où la vente des valeurs ne pourrait se faire qu'à perte, le tuteur pourra l'éviter, en se faisant autoriser à demander une avance gagée sur ces titres.

Pour toutes ces raisons, nous croyons que les tuteurs et les conseils de famille seraient bien inspirés en accordant à l'heure actuelle plus de confiance aux prêts hypothécaires qu'ils ne leur en ont témoigné jusqu'alors. C'est d'ailleurs l'avis de la plupart des Juges de Paix que nous avons interrogés.

L'un d'eux, après avoir déploré la routine qui existe dans les placements des deniers pupillaires et les résultats souvent néfastes qu'elle entraîne, nous a dit que par devoir et par sauvegarde morale, il a jugé opportun, par suite des circonstances actuelles, de conseiller aux membres des conseils de famille dont il préside les réunions, d'employer les fonds de leurs pupilles en placements hypothécaires. Il nous a signalé un certain nom-

bre de ces prêts qu'il a réussi à faire aboutir et qui paraissent évidemment très intéressants.

SECTION II

De l'observation de quelques principes qui sont trop souvent perdus de vue lors de l'acquisition de valeurs mobilières pour le compte des mineurs

Le choix des valeurs mobilières à acquérir en remploi des deniers pupillaires ne manque pas d'autre part, de soulever certaines questions plus ou moins délicates.

L'intérêt des mineurs exige que ce choix soit fait avec conscience, après une étude sérieuse des diverses valeurs susceptibles d'être retenues.

En réalité, le mineur est le plus souvent victime de la routine, car en pratique les choses se passent ainsi. Lorsqu'il s'agit d'employer des fonds disponibles appartenant à un mineur, le conseil de famille, contrairement aux dispositions légales, n'est en général pas convoqué ; il considère en effet sa mission comme terminée dès que la tutelle a été organisée lors de la première réunion. Il laisse donc le tuteur administrer comme il l'entend la fortune de son pupille. Lorsqu'il est réuni, son rôle est à peu près passif, toute initiative de sa part faisant place à une formule de ce genre : « remploi conformément à la loi ». Dans un cas comme dans l'autre, le tuteur s'en

remet alors du soin d'opérer le placement, à un officier ministériel ou à un agent d'affaires.

La coutume est-elle dans la région d'employer les capitaux des mineurs en rente 3 %, ceux-ci seront convertis en rente 3 %. Et voilà comment la routine prime toujours et partout l'intérêt de ceux dont le sort mériterait cependant que l'on ait à leur égard quelque attention.

Or il existe quand l'on veut acquérir des valeurs mobilières et spécialement des rentes et des obligations un certain nombre de principes qu'il conviendrait de suivre et que ceux qui ont la charge de gérer un patrimoine se gardent cependant bien d'observer s'ils ne sont pas directement intéressés aux résultats de la gestion.

Le notaire en effet auquel le tuteur aura demandé d'employer pour le compte de son pupille une certaine somme d'argent, cherche avant tout à ne pas engager sa responsabilité. Geste très naturel il est vrai, mais qui ne devrait tout de même pas lui faire méconnaître l'intérêt du pupille.

Aussi croyons-nous utile de dire quelques mots sur ces principes essentiels qui doivent servir de guide dans le choix des valeurs mobilières.

Et tout d'abord, nous estimons que l'achat de rentes perpétuelles n'est pas à recommander. Les valeurs à revenu fixe se divisent, comme on le sait, en deux grandes classes : les fonds publics

non amortissables ou rentes perpétuelles qui donnent droit au paiement d'un intérêt annuel fixe mais dont le porteur ne peut jamais exiger le remboursement du capital, et les fonds publics amortissables de même que les obligations de toute nature, qui se distinguent des précédents en ce que leur capital est remboursable dans un certain délai.

Pourquoi donc ne pas acheter de rentes perpétuelles ? La raison en est, il nous semble, la suivante. C'est que d'une part les chances de plus value sont dans les circonstances actuelles à peu près nulles. La cotation du pair n'est malheureusement pas à craindre pour nos anciennes rentes; une hausse de leurs cours ne pourrait s'expliquer que par la situation remarquable dans laquelle se trouverait notre pays ; les rentes perpétuelles ne pourraient atteindre le pair qu'autant que l'Etat jouirait d'un crédit exceptionnel et que le taux normal de l'intérêt serait celui de ces rentes, ce qui est loin d'être le cas pour le 3 % par exemple. Le cours des rentes perpétuelles n'est pas protégé d'autre part contre la baisse, par cette sorte de paratonnerre que constitue la prime d'amortissement.

Au contraire, il est de toute évidence que les cours des rentes amortissables tendent à se rapprocher du pair au fur et à mesure que la période d'amortissement diminue. Aussi ne voyons-nous

pas les raisons qui pourraient justifier l'engouement dont le 3 % perpétuel est l'objet dans diverses régions, ainsi que nous l'avons vu précédemment.

Choisir des titres amortissables rapidement, tel est le second principe sur lequel nous voulons insister.

Les rentes ou obligations amortissables, sont, nous venons de le dire, garanties contre la baisse par la prime de remboursement qui ne cesserait de croître si les cours diminuaient. Par voie de conséquence, il en résulte que les titres amortissables à brève échéance, sont par suite moins sujets à la baisse que ceux dont l'amortissement s'étend sur une longue période, car plus le remboursement est éloigné, plus les événements défavorables peuvent exercer leur influence sur les cours des valeurs à la Bourse. De même à sécurité égale, les titres à gros revenus et qui ne sont pas sujets à conversion par anticipation, sont également prémunis contre une baisse des cours.

L'Etat ou la société qui procède à une émission, doit faire en sorte d'éteindre sa dette en un temps donné. C'est ce que l'on appelle amortir une dette. Cet amortissement peut se faire de plusieurs façons, soit par tirage au sort, c'est le moyen le plus usité aujourd'hui, soit par rachat

en Bourse, soit même par la combinaison de ces deux procédés.

Or nous estimons précisément que le mode de remboursement doit être pris en considération, toutes les fois que cela est possible, lors d'une acquisition de valeurs mobilières. Voilà pourquoi nous croyons utile de donner quelques précisions sur ce qui sera un troisième principe.

Et tout d'abord, il n'est pas indifférent que le remboursement ait lieu au pair par tirages au sort périodiques, soit annuels, soit à des époques plus rapprochées, plutôt que par rachat sur le marché. Cela se conçoit ; car il est naturellement plus avantageux de courir la chance d'être remboursé au pair c'est-à-dire avec une prime plus ou moins forte, suivant les cours du titre, que de savoir qu'un certain nombre de ces titres seront rachetés chaque année sans que les cours en soient influencés sensiblement.

D'autre part lorsqu'un emprunt est remboursé par tirage au sort, il est un point auquel on ne fait d'ordinaire pas attention, et qui mérite cependant que l'on s'y intéresse : c'est celui de savoir si le tirage a lieu par séries ou par unités.

Cette question, notons-le tout de suite, ne présente un intérêt, qu'autant que les personnes envisagées possèdent plusieurs titres d'un même emprunt, ces titres appartenant tous à la même

série. Si ceux-ci sont au-dessus du pair, autrement dit, s'ils sont négociés au dessus du prix auquel ils seront remboursés, il est utile de savoir comment se fera le remboursement. Si le tirage a lieu par séries, le porteur des titres remboursables, si ceux-ci font partie de la même série, court un risque, et dans le cas de titres cotés au-dessus du pair, peut subir une perte fort lourde ; la perte étant au contraire réduite au cas de tirage par unités, car dans cette hypothèse, il sera bien rare que tous les titres détenus par la personne considérée, sortent tous au remboursement.

D'ailleurs, lorsque la valeur d'un titre dépasse le pair, il est préférable de le réaliser ; cependant, il est possible, malgré tout, qu'il soit avantageux de le conserver, s'il rapporte par exemple, un intérêt élevé, et c'est alors qu'apparaît l'intérêt de ce que nous venons d'avancer.

Enfin, il existe un autre mode d'amortissement, le moins favorable, celui-là, aux porteurs, et qui se fait soit au pair, par tirage au sort, quand le cours est au-dessus du pair, soit par rachat en Bourse dans les cas où il est au-dessous de celui-ci, et cela au choix de la société ou du débiteur. Les porteurs n'ont alors aucun avantage, aussi cette catégorie de titres est-elle à écarter du portefeuille des mineurs en particulier.

Avant d'en terminer avec ces observations, il nous faut rappeler que les rentes et obligations

diffèrent entre elles par certains traits qui se rapportent à l'un ou à l'autre des points suivants : cours nominal, cours de négociation, garantie d'intérêts et de remboursement du capital, exemption de tous impôts présents et futurs, ou soumission à tels ou tels d'entre eux seulement, modes et délais d'amortissement. Tous ces points ont une grande importance, et méritent d'être pris en considération.

C'est ainsi que les rentes et obligations amortissables, peuvent être remboursées au pair ou avec prime et pour en donner un simple exemple, disons qu'à côté des rentes 3 % et 3 $\frac{1}{2}$ % amortissables pour lesquelles le remboursement se fait au pair, il existe une rente 5 % amortissable 1920 dont les titres émis à 100 ou 101 francs doivent être remboursés à 150 c'est-à-dire avec une prime de 49 ou 50 francs.

Tout ces menus détails, dont on ne se préoccupe pas le plus souvent, lors du placement des deniers pupillaires, ont cependant leur importance, puisqu'ils influent à la fois sur le revenu et le cours des titres en Bourse.

On ne capitalise pas en effet au même niveau deux valeurs dont les garanties et les taux d'intérêt sont identiques si les coupons de l'une se paient nets de tous impôts, alors que les coupons de l'autre sont soumis à une retenue de 25 %. Soit deux obligations au capital nominal de 500 francs, rap-

portant chacune 6 % c'est-à-dire 30 francs nets. Mais supposons que sur ce revenu net de tous impôts pour l'une, l'autre subisse une retenue de 25 %, le revenu annuel n'étant plus alors que de 22,50 au lieu de 30 francs ; il en résulte que cette dernière ne rapporte plus qu'un intérêt effectif de $4\frac{1}{2}$ %. Par suite, il ne faudra pas s'étonner de voir les cours en Bourse de la seconde inférieurs de 20 à 30 % à ceux de la première, de façon à ce que le revenu net s'établisse aux environs de 5 %.

Nous avons vu dans la première partie de cet ouvrage, qu'il existait certaines lois postérieures à la guerre dans lesquelles le législateur avait signalé à l'attention des tuteurs et des conseils de famille les titres de plusieurs emprunts : emprunts faits par le Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre, emprunts contractés par les sinistrés ou groupements de sinistrés, etc... (1).

C'est un fait indéniable cependant que les titres de ces emprunts n'ont pas rencontré dans les placements des deniers pupillaires, la faveur qu'on était en droit d'espérer.

Il faut en rechercher la cause, pensons-nous, dans l'ignorance ou l'indifférence des tuteurs et

(1) Voir infra, p. 137 à 142, la liste des titres d'emprunts garantis par l'Etat français ou gagés par des annuités.

des notaires, ces derniers craignant toujours de voir leur responsabilité engagée un jour ou l'autre par des placements que la coutume affecte d'ignorer, à tort d'ailleurs puisque ces titres présentent d'incontestables garanties. La défaveur qui s'est manifestée à l'égard de ces titres vient aussi de l'idée assez répandue en Bourse qu'ils étaient gagés par les versements de l'Allemagne, et que l'Allemagne ne payant pas régulièrement, la France cesserait un jour ou l'autre de faire l'avance des intérêts.

S'il est possible pour le législateur français de remédier à la routine qui s'est établie en matière de placement des deniers pupillaires, en suivant sur ce point l'exemple que lui donnent les législations étrangères, il paraît bien difficile au contraire d'espérer obtenir gain de cause quant à l'observation des principes sur lesquels nous venons d'insister, à propos de l'acquisition des valeurs mobilières. Cela tient à la nonchalance et souvent à l'incompétence de ceux qui ont la charge d'effectuer ces placements.

Le seul moyen à notre avis d'obtenir satisfaction réside dans l'imitation d'un système tout à fait particulier qui est en usage dans les Pays Scandinaves. Ce serait la constitution d'un organisme analogue à l'« Overforminder », fonctionnaire unique pour tout le royaume de Danemark, ou aux offices locaux qui existent en Norvège.

Cet organisme, composé de spécialistes aurait la charge, lorsque les deniers du mineur devraient être employés en valeurs mobilières, d'en opérer l'acquisition. On peut espérer qu'ainsi les intérêts des mineurs en tutelle seraient mieux protégés.

Peut-être serait-il plus simple d'envisager une modification du conseil de famille, en s'inspirant de ce qui a été fait pour les pupilles de la Nation, pour lesquels il existe dans chaque canton une section spéciale chargée de veiller à leurs intérêts (loi 27 juill. 1917, art. 17). Les membres de cette section sont d'ordinaire des personnes d'âge, libres de leurs temps, pourvues d'une certaine instruction, qui s'occupent volontiers d'œuvres d'assistance. L'admission de quelques-unes de ces personnes dans le conseil de famille, ne pourrait avoir que d'heureux résultats.

APPENDICE

Le Placement des Deniers Pupillaires en Droit comparé

Nous venons de voir dans les développements qui précèdent comment se présente en Droit français actuel, le problème du placement des deniers des mineurs en tutelle.

Il nous a paru intéressant de rechercher quels sont les principes qui en Droit comparé, régissent cette question. A cet effet, nous envisagerons successivement l'état de la législation de quelques pays étrangers.

ALLEMAGNE. — Il existe en Droit allemand deux sortes de tutelle des mineurs : la tutelle ordinaire et la tutelle libre.

Si nous nous arrêtons à la tutelle ordinaire qui est, peut-on dire, celle de droit commun, nous voyons que les modes de placement des disponibilités des mineurs sont limitativement indiqués par l'article 1807 du Code civil, mais le tuteur a le choix entre ces divers modes de placement, sans être tenu à un ordre déterminé.

L'article 1807 est ainsi conçu :

« Le placement des fonds du pupille ordonné

par l'article 1806 ne peut être fait que par l'un des modes suivants :

1° En créances garanties par une hypothèque sûre affectant des immeubles sis à l'intérieur, ou en dettes foncières, ou en rentes foncières sur des immeubles sis à l'intérieur de l'Empire.

2° En créances sur l'Empire ou un Etat confédéré ou en créances inscrites sur le grand-livre de la Dette publique de l'Empire ou d'un Etat confédéré.

3° En créances dont les intérêts soient garantis par l'Empire ou un Etat confédéré.

4° En valeurs, notamment en lettres de gage et en créances de toutes espèces sur les corporations communales de l'intérieur ou les institutions de crédit de ces corporations, lorsque les valeurs ou créances ont été déclarées par le Conseil Fédéral propres au placement des fonds de mineurs.

5° A une caisse d'épargne publique de l'intérieur, lorsque cette caisse a été déclarée, par les autorités compétentes de l'Etat confédéré propre à recevoir les fonds des mineurs.

Les lois des pays confédérés peuvent pour les biens situés dans leur ressort, établir les règles d'après lesquelles on doit apprécier la sûreté d'une hypothèque, d'une dette foncière et d'une rente foncière ».

Au cas où d'après les circonstances, le placement ne pourrait avoir lieu selon les prescriptions de l'article 1807, l'article 1808 prescrit le dépôt des sommes liquides « à la banque impériale, à celle d'un Etat, ou à une autre banque de l'intérieur, déclarée apte à cet effet par une loi d'un Etat, ou à une caisse de consignation ». C'est là, une utile précaution, le législateur n'ayant pas voulu que les fonds puissent être déposés dans un établissement quelconque.

Le tribunal tutélaire peut dans certaines hypothèses permettre au tuteur un autre placement que ceux indiqués (art. 1811). Tel serait le cas où un mineur aurait hérité dans une succession, d'un capital en valeurs étrangères. Le tribunal pourra autoriser le tuteur à conserver ces titres si leur conservation ne présente aucun danger pour les intérêts du pupille. De même un ordre du de cujus ou du donateur pourrait motiver une inobservation des dispositions légales.

Notons enfin, que le tuteur ne peut effectuer le placement des deniers pupillaires que du consentement du subrogé tuteur. Si le tuteur n'obtient pas cependant l'assentiment de celui-ci, il lui est possible pour briser une résistance parfois mal fondée, de s'adresser au tribunal tutélaire dont l'autorisation remplacera celle du subrogé.

Dans la tutelle libre, au contraire, le tuteur

jouit en ce qui concerne le placement des disponibilités du mineur d'une très grande liberté, étant affranchi de la surveillance du subrogé tuteur et même de celle du tribunal.

ANGLETERRE. — En Droit anglais, le tuteur est tenu d'observer certains principes, que nous pouvons résumer ainsi :

Tout d'abord, selon les termes de M. Lehr (1), le tuteur simple administrateur, n'a pas en général qualité pour dénaturer les biens de son pupille ; si ceux-ci sont immobiliers par exemple, il ne pourra pas les convertir en mobiliers et inversement. On explique cette prohibition de la façon suivante : un garçon de 14 ans ou une fille de 12 ans pouvaient autrefois faire valablement un testament au sujet de leurs meubles mais non de leurs immeubles ; dès lors, la possibilité de convertir les meubles en immeubles, les aurait privés de leur pouvoir de disposition testamentaire. Le Wills Act de 1837 a cependant enlevé à l'enfant le pouvoir de tester et par suite toute raison à la règle, mais celle-ci subsiste néanmoins. On a expliqué aussi pendant longtemps cette règle, en observant que la succession mobilière n'était pas dévolue aux mêmes héritiers que la succession immobilière ; il ne pouvait appartenir au tuteur, disait-on, de changer la

(1) LEHR et DUMAS, *Eléments de Droit civil anglais*, t. I, n° 72.

dévolution de la succession du pupille ; mais cette règle a survécu à l'Act de 1922 qui a unifié les règles de dévolution successorale (1). Toutefois, si pour des raisons spéciales, telles que des réparations urgentes à faire à un bâtiment, la conversion semblait dictée par l'intérêt du pupille, le Cour de Chancellerie pourrait permettre au tuteur de l'opérer.

En ce qui concerne d'autre part, le placement des capitaux mobiliers appartenant au pupille, il existe des règles spéciales. Les pouvoirs du tuteur sur ce point sont réglés quand il s'agit d'un tuteur datif (2) par l'acte qui le nomme. C'est ainsi que si cet acte ne l'y autorise pas, il ne pourra pas employer les fonds qu'il détient pour le compte du mineur, en titres d'entreprises privées, mais devra limiter son choix à certaines valeurs désignées dans les textes législatifs. Si le problème de l'emploi des deniers pupillaires a été réglé au contraire dans l'acte de nomination, les termes de celui-ci devront dans ce cas être interprétés avec beaucoup de rigueur ; le placement étant prévu par exemple comme pouvant être fait en fonds étrangers, on ne comprendra sous cette dénomination que les fonds publics seulement. D'une fa-

(1) *Bulletin de la Société de Législation Comparée*, 1923, p. 167.

(2) JENKS, Dig. art. 1944 : Tuteur nommé par le tribunal. Un tuteur nommé par le tribunal n'a d'autres pouvoirs sur les biens du pupille que ceux qui peuvent lui être confiés par le tribunal.

çon générale les pouvoirs légaux de placement accordés aux tuteurs ont été réglés par divers acts du parlement dont le principal est le Trustee Act de 1893.

La Théorie des Trusts, sortes de propriétés fiduciaires confiées à des administrateurs à charge d'en rendre compte, sous le contrôle de la Cour de Chancellerie, est une théorie très vaste du droit anglais qui a de multiples applications et déborde de beaucoup le domaine de la tutelle ; mais il est admis que, en principe, les règles légales sur les obligations des Trustees (administrateurs des biens grevés de trust) s'appliquent au tuteur (1).

BULGARIE. — Les capitaux et l'excédent des revenus du mineur en tutelle doivent être versés par le tuteur, en temps convenable dans les caisses agricoles qui en servent l'intérêt. Les caisses prélèvent 2 % sur les intérêts de ces dépôts et mettent le surplus au crédit du mineur (art. 71, C. civ.).

BELGIQUE. — Le législateur a pris le soin d'indiquer quels étaient les meilleurs emplois des fonds pupillaires : achat d'immeubles, de rentes

(1) JENSK, Dig. art. 1785. Le trustee a l'obligation sous réserve des termes du settlement de faire rentrer toutes les créances non payées du patrimoine en trust, de faire emploi en placements autorisés de toutes les parties du patrimoine non placées. Au point de vue du présent titre, les placements autorisés s'entendent des placements autorisés par le settlement ou des placements autorisés ou visés à l'article 1 du Trustee Act de 1893.

Art. 1953. Un tuteur est relativement aux biens du pupille qui sont entre ses mains dans la position d'un trustee vis à vis du pupille.

sur l'Etat ; prêts soit sur privilèges immobiliers, soit sur première hypothèque. (Loi du 16 décembre 1851, art. 7).

PAYS-BAS. — Le législateur s'est ici montré très scrupuleux dans le choix des placements effectués pour le compte des mineurs puisqu'il n'indique que les inscriptions au grand livre de la Dette du royaume. En outre, ces placements pourront être faits en immeubles ou en prêts hypothécaires : l'article 449 du Code néerlandais s'exprime en effet ainsi : « les tuteurs ne pourront employer les deniers du mineur qu'à l'achat d'inscriptions sur le grand livre de la Dette du royaume, de biens immeubles ou d'obligations portant intérêt et hypothéquées sur des biens fonds dont la valeur non grevée dépasse au moins d'un tiers la somme à employer ».

PAYS SCANDINAVES. — Il existe dans ces pays un moyen très curieux de protection de la fortune des mineurs et qui peut être heureux dans une certaine mesure puisque la gestion en est confiée pour ainsi dire à des spécialistes. Au Danemark et en Norvège, le tuteur n'est pas l'administrateur des biens de son pupille. En effet, la gestion des capitaux des personnes en tutelle appartient, au Danemark, à un officiel de tutelle, l'Overforminder, fonctionnaire unique pour tout le royaume. En Norvège, ce rôle est attribué à plusieurs offices locaux composés chacun de deux

tuteurs supérieurs nommés pour quatre ans par le Conseil administratif communal. Ces tuteurs supérieurs sont chargés de la perception et des placements des capitaux des personnes en tutelle. Les intérêts seuls sont remis aux tuteurs pour pourvoir aux frais d'entretien et d'éducation du pupille.

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES. — Avant la révolution de 1917, la législation de l'ancienne Russie à propos des deniers pupillaires était la suivante : les capitaux appartenant à des enfants mineurs ne pouvaient être employés qu'en prêts hypothécaires s'il s'agissait d'enfants de familles nobles; ceux des autres pupilles pouvaient être placés dans le commerce ou l'industrie, mais sous la responsabilité du tuteur et des membres du conseil de famille. Aujourd'hui le Code soviétique de la famille (art. 100) prescrit que les sommes d'argent, titres et valeurs de la personne placée sous tutelle, à l'exception de l'argent nécessaire pour son entretien et l'administration de son avoir, doivent être déposés dans les institutions d'Etat (caisses d'épargne travailleuses, succursales de la Banque d'Etat). La loi soviétique permet toutefois à l'organe de tutelle de prescrire de lui-même comment devra être fait l'emploi des fonds disponibles (1).

(1) P. CHAPLET, *La famille et le droit des personnes dans la législation soviétique*. Thèse, Rennes, 1929.

SUISSE. — En Suisse, les pouvoirs du tuteur en matière d'emploi souffrent une certaine limitation. Aux termes de l'article 401 du Code civil « l'argent comptant dont le tuteur n'a pas l'emploi pour son pupille est placé sans retard à intérêts dans un établissement financier par l'autorité tutélaire ou par une ordonnance cantonale, ou en titres sûrs agréés par la dite autorité ».

CONCLUSION

Dans les lignes qui précèdent, nous avons signalé l'imperfection de la pratique suivie à propos du remploi des deniers pupillaires. Aussi serait-il souhaitable que sur ce point le législateur substituât au système de liberté des placements, tel qu'il résulte du Code civil et de la loi du 27 février 1880, une réglementation plus ou moins limitative, en s'inspirant de ce qui a été fait dans certains pays comme l'Allemagne et les Pays-Bas.

Un premier effort dans ce sens fut d'ailleurs tenté en 1888, mais n'aboutit pas. MM. Thévenet et Burdeau, députés présentèrent en effet, une proposition de loi concernant l'emploi des sommes appartenant aux mineurs. Dans l'exposé des motifs nous lisons ceci : « Il nous a paru que ces prescriptions si sages (il s'agissait de l'obligation pour le tuteur de faire emploi des sommes appartenant aux mineurs) devaient être complétées par une indication précise des valeurs qui seules pourront constituer des emplois sérieux. Depuis la loi de 1880, des faits d'une gravité exceptionnelle se sont passés. Des valeurs de tout repos, en apparence du moins, ont été soumises à des fluctuations telles que le patrimoine des mineurs

et des administrations hospitalières a couru de réels dangers... Nous avons pensé, qu'il fallait protéger plus étroitement la fortune des incapables, et qu'il convenait de n'admettre comme valeurs pouvant servir d'emploi que les titres garantis par l'Etat lui-même directement et dont les cours varient peu.

En conséquence nous déposons la proposition de loi suivante :

Article premier. — Les emplois faits en exécution de l'article 455 du Code civil et de la loi du 27 février 1880, ne pourront être réalisés qu'en titres de rentes de l'Etat français ou en valeurs directement garanties par l'Etat.

Art. 2. — Dans les 3 mois de la promulgation de la présente loi, les valeurs appartenant aux mineurs et aux établissements hospitaliers seront converties conformément à l'article 1^{er} » (1).

Bien que nous ne partagions pas l'idée qui inspire cette proposition (la coutume qui s'est établie en matière de placements n'en est que l'application et nous avons vu combien déplorables en étaient les résultats), il y a là néanmoins, une tentative intéressante de réglementation qui mériterait d'être suivie.

(1) J. O. 1888. Documents parlementaires. Chambre-annexe n° 2313, p. 137.

Il nous faut reconnaître cependant que lutter contre une coutume si fortement implantée ne sera pas sans difficultés.

Nous pensons que le législateur, s'il veut exclure absolument certains genres de placements, ne doit le faire qu'avec beaucoup de prudence et de réserve ; la détermination des meilleures valeurs à acheter à chaque époque est une affaire d'étude technique et de tact, et pour arriver en cette matière à des résultats satisfaisants, le moyen est croyons-nous, non pas tant de procéder par voie de prohibition, mais de recourir aux divers moyens que nous avons indiqués plus haut (organisation d'un Office supérieur, réforme des conseils de famille.

Vu :

Le Doyen de la Faculté

A. GUILLOIS.

Vu :

Le Président de la Thèse

MARC DESSERTAUX.

Vu et permis d'imprimer :

Dijon le 9 Mai 1933

LE RECTEUR,

E. SPENLÉ.

Liste des titres d'emprunts garantis par l'Etat français ou gagés par des annuités

I. — Emprunts garantis par l'Etat français

		6 %	1922-1924 titres de	500 Fr.	Tirages par 1 unité
Afrique Equatoriale Française	.....	7 %	1926	—	1
—	—	7 %	1927	—	1
—	—	6 %	1927	1.000	1
—	—	4 1/2 %	1929	—	1
—	—	4 %	1930	—	1
—	—	4 %	1931	—	1
—	—	4 1/2 %	1932	—	—
—	—	4 1/2 %	1932	5.000	—
Afrique Occidentale Française	.....	3 %	1903	500	10
—	—	6 1/2 %	1924	—	20
—	—	4 %	1931	1.000	—
—	—	4 1/2 %	1932	—	—
—	—	4 1/2 %	1932	5.000	—
Annam-Tonkin	.....	2 1/2 %	—	100	100

Cameroun (Territoire du)	4 %	1931	titres de	1.000	
— — —	4 1/2 %	1932	—	—	
Congo	4 1/2 %	1932	—	5.000	
Indo-Chine	3 %	1909	—	500	1
— — —	3 %	1909	—	—	10
— — —	3 1/2 %	1913	—	—	10
— — —	4 %	1931	—	1.000	
— — —	4 1/2 %	1932	—	—	
Madagascar	4 1/2 %	1932	—	5.000	
— — —	2 1/2 %	1897	—	100	1
— — —	3 %	1903	—	100	10
— — —	4 %	1931	—	1.000	
— — —	4 1/2 %	1932	—	1.000	
— — —	4 1/2 %	1932	—	5.000	
Maroc	4 %	1914	—	500	10
— — —	5 %	1918	—	—	25
— — —	4 1/2 %	1929	—	1.000	25
— — —	4 %	1930	—	—	50
— — —	4 %	1931	—	—	50
Nouvelle Calédonie	4 1/2 %	1932	—	—	
Togo (Territoire du)	4 %	1931	—	—	
— — —	4 %	1931	—	—	
Tunis	4 1/2 %	1932	—	5.000	
— — —	3 %	1892	—	500	10

Crédit National	Obl.	5 %	1919 titres de	500	100
—	Obl.	5 %	1920 —	500	
—	Bons	6 %	1921 —	500	
—	—	6 %	1922 —	500	
—	—	6 %	1923 Janv.	500	
—	—	6 %	1923 Juin	500	
—	Obl.	6 %	1924 —	—	

II. — Emprunts gagés par des annuités :

Département de l'Aisne	Bons	7 %	1926 titres de	500 Fr.	1
—	Obl.	7 %	1927 —	—	25
—	—	6 %	1928 —	1,000	100
de la Marne (Recons.)....	—	6 1/2 %	—	500	1
de Meurthe-et-Moselle	—	6 %	—	—	1
de la Meuse (Recons.).....	—	6 1/2 %	1923 —	—	8
du Nord	—	6 %	1921 —	—	
—	—	6 %	1923 —	—	
—	Janv. Bons	7 %	1926 —	—	100
—	Sept. —	7 %	1926 —	—	100
—	Obl.	7 %	1927 —	—	100
—	—	4 %	1931 —	—	
du Pas-de-Calais	Bons	7 %	1926 —	2,000	1
—	—	7 %	1927 —	500	25

	Bons	5 %	1929	titres de	1.000	25
Département du Pas-de-Calais	Obl.	6 1/2 %	1923	—	500	7
— de la Somme	—	6 %	1921	—	—	10
Ville de Reims	—	6 %	1927	—	1.000	25
—	—	6 %	1922	—	500	10
Ville de Saint-Quentin	—	6 %	—	—	—	10
Village le Thour (Recons.)	—	6 %	—	—	—	1
Cambrésis et Douaisis (Agric. et Ind.)	—	7 %	1926	—	—	100
Aciéries de Micheville	—	6 %	1928	—	—	100
Eglises Dévastées	—	6 %	1928	—	1.000	—
—	—	4 %	1931	—	—	—
—	—	4 %	1931	—	—	—
Group. Energie Elect. Nord et Est	—	4 %	1931	—	—	—
Grosse Métallurgie	—	4 %	1931	—	—	—
Group. Cail Fives-Lille	—	4 %	1931	—	—	—
Sinistrés Aisne et Pas-de-Calais	—	5 %	1929	—	—	20
—	—	4 %	1930	—	—	20
—	—	4 %	1931	—	—	—
Group. Reconst. Immobilière	—	6 1/2 %	Série B	—	500	20
—	—	6 %	1927	—	1.000	1
—	—	6 %	1928	—	2.500	10
—	—	5 1/2 %	1928	—	2.500	10
—	—	5 %	1929	—	1.000	10
—	—	4 %	1930	—	—	20
—	—	4 %	1931	—	—	—
—	—	4 1/2 %	1932	—	—	—

Sinistrés Nord et Aisne	Janv.	5 %	1929	1.000	20
— — — — —	Déc..	5 %	1929	—	10
— — — — —	.....	4 %	1930	—	20
Oise (Group.) .....	.....	6 1/2 %	1927	500	10
Hauts-Fourneaux Denain-Anzin .....	.....	6 %	1927	1.000	1
Houill. Nord et Pas-de-Calais .....	.....	6 %	1927	500	100
— — — — —	Janv.	4 %	1931	1.000	—
— — — — —	Mars	4 %	1931	—	—
— — — — —	.....	4 %	1931	—	—
— — — — —	Juin	4 %	1931	—	—
— — — — —	.....	4 %	1931	—	—
Industrie Sucrière Française .....	.....	6 %	1921	500	10
— — — — —	.....	6 %	1922	—	20
— — — — —	.....	6 %	1927	—	1
Ind. Textiles Régions Sinistrées .....	.....	6 %	1921	—	20
Ind. Alsaciens .....	.....	6 %	1928	—	10
Ind. Sinistrés .....	.....	5 1/2 %	1928	1.000	20
— — — — —	Sept.	5 %	1928	—	20
— — — — —	Nov.	5 %	1928	—	20
— — — — —	Mars	5 %	1929	1.000	10
— — — — —	Juin	5 %	1929	—	10
— — — — —	.....	4 1/2 %	1930	—	10
— — — — —	.....	4 %	1931	—	20
— — — — —	Juin	4 1/2 %	1932	—	—
— — — — —	.....	4 1/2 %	1932	—	—
— — — — —	.....	4 1/2 %	1932	—	—

Métallurgie Sinistrée	Obl.	6 %	titres de	500	10
Outillage Sinistré	Série A	6 1/2 %	1923	—	10
—	B	6 %	1927	—	1
—	C	5 %	1929	1.000	10
—	D	4 1/2 %	—	—	20
—	E	4 %	1931	2.500	10
—	F	4 1/2 %	1932	1.000	
—	—	4 1/2 %	1932	2.500	
Union Soissonnaise (Coopér.)	—	6 %	1932	500	10

BIBLIOGRAPHIE

I. — TRAITÉS GÉNÉRAUX

- AUBRY et RAU. — **Cours de droit civil**, 5^e éd., 1897-1923. 12 vol., Tome III.
- BAINVILLE. — **Comment placer sa fortune**, Paris, 1919. Nouvelle librairie nationale.
- BAUDRY-LACANTINERIE, CHÉNEAUX et BONNECARRÈRE. — **Traité théorique et pratique de droit civil. — Des personnes**, 2^e éd., 4 vol. Tome 4.
- BEUDANT (Ch). — **Cours de droit civil français. — L'état et la capacité des personnes**, 2 vol. Tome II.
- BUCHÈRE. — **Commentaire de la loi du 27 février 1880 sur l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs**. Paris 1882.
- CAVELIER. — **La gestion des fortunes mobilières**. Paris 1926.
- CHAPLET. — **La famille et le droit des personnes dans la législation soviétique**. Thèse, Rennes 1929.
- CHARDON. — **Traité des trois puissances, maritale, paternelle, tutélaire**, 3 vol. Tome III.
- COLIN et CAPITANT. — **Cours élémentaire de droit civil français**, 1914-16, 3 vol. Tome I.
- DELANNEY. — **Le marché des valeurs mobilières en France de 1900 à 1927**. Thèse, Paris 1928.
- DE FRÉMINVILLE. — **Traité de la minorité et de la tutelle**.
- DEMOLOMBE. — **Cours de Code Napoléon**, 31 vol. Tome VII.
- DURANTON. — **Cours de droit français suivant le Code civil**, 4^e éd., 22 vol. Tome III.
- GÉNY. — **Méthode d'interprétation et sources en droit positif français**, 2^e éd., Paris 1919, 2 vol. Tome I.
- GERMAIN-MARTIN. — **Les finances publiques de la France et la fortune privée**, 1914-1925, Paris 1925.
- GROISNE. — **Du rôle et des fonctions du conseil de famille. — Étude d'histoire et de droit comparé**. Thèse, Paris 1901.

- HUC. — **Commentaire théorique et pratique du Code civil**, 1892-1903, 15 vol, Tome III.
- JENKS. — **Digeste de droit civil anglais**. — Traduction Baumann et Goulé, 2^e éd., Paris, Pichon 1923.
- LAURENT. — **Principes de droit civil français**, 1869-1879, 33 vol. Tome V.
- LEHR et DUMAS. — **Eléments de droit civil anglais**, 2^e éd., 1906, 2 vol, Tome I.
- LEROY-BEAULIEU (P.). — **L'art de placer et gérer sa fortune**, Paris 1906.
- MÉRARD. — **Critique de la législation française en ce qui concerne la sauvegarde des mineurs en tutelle**, Thèse, Paris 1902.
- NEYMARCK. — **Finances contemporaines : L'épargne française et les valeurs mobilières**, Paris, 1911, 2 v.
- PASCAL. — **Essai sur la responsabilité des tiers dans les divers modes de remploi des valeurs mobilières**, Thèse, Grenoble 1929.
- PLANIOL, RIPERT et SAVATIER. — **Traité pratique de droit civil français**, — **Les Personnes**, Paris 1925.
- ROSSEL, VIRGILE et MENTHA. — **Manuel de droit civil suisse**, 1909-1911, 2 vol.
- SAEILLES (R.). — **De l'aliénation des valeurs mobilières par les administrateurs du patrimoine d'autrui**, Thèse, Paris 1883.
- SCALBERT. — **De la gestion des valeurs mobilières et des capitaux du mineur en tutelle**, Thèse, Lille 1903.

II. — OUVRAGES SPÉCIAUX

Bulletin de la Société de Législation comparée, Année 1923, p. 167.

DALLOZ. — **Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine**.

Recueil hebdomadaire de jurisprudence.

Répertoire méthodique et alphabétique de législation, doctrine et jurisprudence.

Journal des Notaires et des Avocats :

année 1885, art. 23.459, p. 597.

année 1911, art. 30.127, p. 497 et s.

année 1923, art. 33.512, p. 409 et s. — BÉZARD-FALGAS. **Quelques questions nouvelles à propos des remplois en valeurs mobilières**.

année 1928. art. 35.473, p. 362.

année 1932. art. 37.283. p. 809.

L'« Information ». F. Miron. **Ce que tout épargnant doit savoir.**

N^{os} des 4, 11, 17, 23, 29 novembre 1932 ;

2, 7, 9, 15, 20, 28, 30 décembre 1932 ;

7, 14, 24, 31 janvier ; 9, 16 février 1933.

Revue critique de législation et de jurisprudence :

année 1859. COIN-DELISLE. Tome XIV. p. 305 et s.

année 1882. MASSIGLI. p. 290.

année 1897. TISSIER. p. 625.

Revue trimestrielle de droit civil :

année 1910. CAPITANT. La loi du 8 avril 1910, p. 289.

Revue d'Economie politique :

année 1923, p. 863 et s. LESCURE (Jean). **Le marché des capitaux en France et ses particularités récentes.**

SIREY. — **Recueil des lois et arrêts.**



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE I. — Règles légales d'emploi et de remploi des deniers des mineurs en tutelle en droit positif français	15
SECTION I. De l'obligation pour le tuteur de placer les revenus et capitaux de son pupille	15
§ 1. Tuteurs autres que les pères et mères	15
§ 2. Situation spéciale des pères et mères tuteurs légaux	18
SECTION II. Du choix des placements à faire en emploi ou remploi des deniers pupillaires	21
§ 1. Règles suivies dans notre Ancien Droit....	22
§ 2. Système du Code Civil	23
§ 3. Restrictions à la liberté du choix des place- ments postérieurement au Code Civil	26
I) Placement des revenus	26
II) Placement des capitaux	28
a) Système en vigueur avant la Loi du 27 Février 1880	29
b) Règles qui régissent le placement des capitaux pupillaires depuis la Loi du 27 Février 1880	31
c) Difficultés auxquelles a donné lieu l'interprétation des mots « Articles ci- dessus » de l'alinéa 2, article 6 de la Loi de 1880	34
§ 4. Indication par le législateur dans quel- ques textes d'après guerre de certaines catégo- ries de valeurs susceptibles d'être acquises à titre de placement des deniers pupillaires....	40
§ 5. Questions spéciales	44
I. Le tuteur peut-il acquérir des immeu- bles à crédit au nom du mineur ?	44
II. Le tuteur peut-il souscrire pour le compte du mineur à des titres non libérés ?	47

III. Pouvoirs du tuteur en matière d'homologation des délibérations du conseil de famille	49
IV. Interprétation de certaines délibérations de conseils de famille	52
V. Pouvoirs du tuteur relativement aux valeurs mobilières faisant partie d'une succession échue au mineur	60
CHAPITRE II. — Examen de la pratique suivie en matière de placement des deniers pupillaires. Inconvénients de cette pratique	64
SECTION I. Comment dans la pratique sont employés les deniers pupillaires	65
SECTION II. Raisons qui permettent de justifier la coutume suivie à propos du placement des fonds pupillaires	73
SECTION III. Résultats obtenus en matière de placements de deniers pupillaires, en se conformant aux règles coutumières.	85
§ 1. Les placements pupillaires de 1914 à 1919..	88
§ 2. Les placements après la guerre, en particulier de 1919 à 1926	92
§ 3. Les mineurs et la conversion des rentes de Septembre 1932	99
CHAPITRE III. — De quelques mesures susceptibles d'améliorer le sort des mineurs en tutelle en ce qui concerne la gestion de leur patrimoine	103
SECTION. I. Nécessité de l'application du principe de la division des risques dans la gestion du patrimoine des mineurs	105
§ 1. Raisons pour lesquelles les actions ne doivent pas trouver place dans le portefeuille d'un mineur	106
§ 2. Garanties présentées par les prêts hypothécaires	108
SECTION II. De l'observation de quelques principes trop souvent perdus de vue dans les placements en valeurs mobilières effectués pour le compte des mineurs en tutelle	114
APPENDICE. Le Placement des deniers pupillaires en Droit comparé	124
CONCLUSION	133
Liste des titres d'emprunts garantis par l'Etat français ou gagés par des annuités	137
BIBLIOGRAPHIE	143

